

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 22 janvier 2015**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du jeudi 22 janvier 2015
18h00 – Salle du Conseil municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Démocratie participative Mise en place des Conseils de quartier 2015-2020

Urbanisme, aménagement durable

- 2 Parking public Nouveau St-Roch Servitude Ville - SNCF garantissant la pérennité des fonctionnalités répondant aux besoins des voyageurs de la gare ferroviaire Montpellier St-Roch
- 3 Acquisition de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve Convention Etat / Ville
- 4 MONTPELLIER GRAND CŒUR Lancement d'une étude de diagnostics d'immeubles et programmes de travaux à déclarer d'utilité publique sur un secteur délimité "Faubourg du Courreau-Cours Gambetta"
- 5 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération de dynamisation commerciale et artisanale dans le quartier Figuerolles (rue du Général Vincent)
- 6 MONTPELLIER GRAND COEUR Avenant de prolongation d'un an de la convention de suivi de la tranche 1 du dossier " FISAC " (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce).

Sécurité

- 7 Stationnement sur voirie Mise en oeuvre du paiement à distance

Education

- 8 Modification de la carte scolaire à la rentrée de septembre 2015

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 9 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Enfance

- 10 Convention cadre Ville de Montpellier / Caf de l'Hérault / Conseil général / Adages, pour l'expérimentation d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (S.A.F.I.)
- 11 Conventions de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du service Relais d'Assistants Maternels « Antigone » et « Mosson »

Culture

- 12 Lieux culturels Attribution de subventions à l'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée Convention de partenariat Exercice 2015
- 13 Lieux culturels Attribution d'une subvention à l'association Music Events Convention de partenariat Exercice 2015
- 14 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Coeur de Livres Exercice 2015
- 15 Projets et Structures Attribution de subvention à l'association Illusion et Macadam Exercice 2015
- 16 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Le Lait sur le feu pour l'accueil de jeunes adolescents au Cinéma Nestor Burma

Ressources humaines de la collectivité

- 17 Remboursement au Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Hérault des frais engagés pour l'organisation des sélections professionnelles
- 18 Adhésion à la mission remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault
- 19 Renouvellement mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)
- 20 Protection fonctionnelle des agents et élus de la Ville

Finances de la collectivité

- 21 TARIFS 2015 Complément et précision
- 22 Attributions de subventions - Exercice 2015
- 23 Utilisation de la plateforme OpenData de Montpellier Méditerranée Métropole
- 24 Convention de servitudes au profit d'ERDF - Extension EFFIA STATIONNEMENT - parking Marché aux Fleurs - Place des Martyrs de la Résistance

- 25 Marchés de communication institutionnelle Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 26 Ecole maternelle Anne Frank - Désignation d'un nouveau représentant

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 22 janvier 2015

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Informations :

Monsieur le Maire : Séance plénière du Conseil municipal de la ville de Montpellier du 22 janvier 2015. Je voudrais, avant de passer à l'ordre du jour et à la séance publique, vous présenter à chacune et à chacun mes vœux les plus chers de santé, de bonheur, de réussite pour cette nouvelle année. J'aurai l'occasion d'en reparler tout à l'heure. Cette année a commencé de façon dramatique, je souhaite pour tous qu'elle finisse non pas dans les larmes, mais dans les sourires et dans le plaisir partagé.

Nous avons maintenant la remise du prix de la ville. La Ville, le 11 décembre à Paris, s'est vue attribuer par les Victoires du Paysage, placées sous le haut patronage de Madame Ségolène ROYAL, ministre de l'Écologie, un prix pour la ZAC Port-Marianne en saluant la mise en valeur de quartiers avec des aménagements paysagés,

esthétiques, sobres et contemporains. Monsieur DOUARD Dominique est là pour nous le remettre, et je lui cède avec le plus grand plaisir la parole.

Remise de prix.

Monsieur le Maire : Je voudrais vous remercier, Mesdames, Monsieur, pour ce très beau trophée qui récompense le travail de la ville sur ces quartiers nouveaux. Merci à Christophe COUR, adjoint à l'écologie urbaine qui s'en est occupé. Et puis je vais vous dire, j'ai un petit pincement au cœur parce que la ZAC Port-Marianne, c'est un peu moi qui l'ai construite lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme. Donc, se retrouver primé quelques années après, c'est un grand plaisir que je partage avec vous. Voilà donc. Et puis le symbole, la sardane, c'est plus qu'une danse. C'est une danse qui est un peu initiatique. C'est autre chose, la sardane. Vous ne l'avez pas choisie par hasard, je le sais. Alors vous nous incitez à poursuivre le travail qui est fait et je vais le laisser ici pour que tous les collègues puissent l'apprécier à sa juste valeur. Merci beaucoup.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. DELAFOSSE sort définitivement de la séance (donne procuration à M. MARTIN).

Monsieur le Maire : Nous allons passer à l'élection du secrétaire de séance. Je vous pose la candidature de Maud BODKIN. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix le choix de Maud BODKIN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité. Elle vient nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

Le quorum étant largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer. Avant de procéder à l'adoption de l'ordre du jour et de vous proposer la validation des procès verbaux du 17 décembre et 30 décembre, je voudrais vous communiquer un certain nombre d'informations qui traitent du fonctionnement de la ville.

Premier point : si l'année a mal commencé – et nous avons tous en mémoire les événements dramatiques dont la France a fait l'objet, dont Paris –, la République a été à la fois touchée dans son cœur, mais en même temps, s'est révélée prête à se mettre debout. Nous avons à Montpellier reçu pratiquement 100 000 personnes lors de la manifestation de dimanche dernier. Et j'ai reçu au titre de Maire un certain nombre de messages de soutien de plusieurs personnalités que je souhaitais vous communiquer.

D'abord, j'ai reçu une lettre de soutien et d'amitié de Madame le Maire de Bethléem. Ensuite des maires de Heidelberg, de Louisville, de la communauté arménienne de Montpellier et de la communauté turque de Montpellier, et, lorsqu'il est venu dans la ville il y a quelques jours, du Maire de Palerme. Je tenais à vous en faire part.

Je voudrais en vrac vous livrer un certain nombre d'informations qui concernent la vie municipale. Hier soir avec Christophe COUR, nous avons mené une petite réunion de concertation sur les arbres de la Place Sainte-Anne, certains sont morts. Il convient de les replanter et à très grande, l'extrême majorité, les habitants présents on choisit de replanter les trois mimosas qui se trouvaient sur la Place Sainte-Anne et dont deux sont absents aujourd'hui. Nous avons également fait une réunion sur Saint Roch pour le 15 et le 16 août de cette année où seront présentes des délégations italiennes, espagnoles et portugaises.

Ensuite j'ai apporté mon soutien aux employés de l'usine Jacques Vabre à Lavérune dont certains sont originaires de Montpellier. Vous savez qu'il y a un projet de refonte des marques qui leur créé beaucoup

d'inquiétudes sur la pérennité des emplois. J'ai donc rencontré les représentants syndicaux CGT, CFDT, CFTC et FO.

J'ai également rencontré une délégation de taxis pour la troisième fois. Je leur ai proposé un aménagement provisoire sur la montée du pont de Sète, à droite, avec la tête de la station de taxis à la sortie de la gare Saint Roch. Il s'agit là d'une proposition provisoire parce que nous allons mettre en service – et Madame JANNIN en parlera tout à l'heure –, le parking Saint-Roch et, qu'à ce titre, l'entrée et la sortie au niveau du pont de Sète crée pour nous une obligation de réévaluation de l'ensemble du plan de circulation tout autour de la gare Saint Roch et dans les quartiers voisins. Donc nous ne pouvions que proposer un aménagement transitoire. On verra bien comment celà se passe.

J'ai également souhaité réinstaller dans les Maisons pour tous de la ville des centres sociaux de la CAF qui avaient disparu lors de la réforme des Maisons pour tous. Le premier de ces centres sociaux sera installé à la maison Colucci, à Bagatelle avec l'aide du directeur et du président de la CAF que nous avons rencontré à plusieurs reprises avec Madame MIRALLES, Madame YAGUE et Monsieur CASTRE.

Avec Marie-Hélène SANTARELLI, nous avons présidé le CLSPD et nous avons décidé de faire une réunion dans 15 jours pour harmoniser l'ensemble des réseaux de vidéosurveillance autour de la gare. Pourquoi ? Parce qu'il y a plusieurs acteurs. Il y a d'abord les vidéosurveillances de la SNCF, la vidéosurveillance de la police, la vidéosurveillance de la ville. Il faut que les trois se parlent et travaillent ensemble, ce qui permettra une meilleure sécurisation de l'ensemble des quartiers afférents à la gare Saint Roch. Et vous savez que les alentours des gares dans toutes les villes sont des zones qui sont compliquées à gérer. Donc, s'il y a un système de vidéosurveillance qui est harmonisé entre les acteurs, je crois que ça peut être le souhait du préfet, que nous faisons avec lui et avec le procureur.

Je voudrais vous dire aussi que j'ai abandonné deux plaintes qui datent de la campagne des municipales. La première contre le député ASSAF qui avait indûment indiqué que j'avais signé le permis de construire du Père Prévost, sur le stade. Si vous allez aujourd'hui sur le stade du Père Prévost, vous pourrez jouer au foot et vous ne serez pas embarrassés par les appartements. Vous pourrez marquer des pénalités, des buts, vous pourrez tirer des corners. Vous ferez ce que vous voulez, vous serez sur un terrain de foot. C'était un reproche éhonté et non fondé. Je l'ai donc attaqué en diffamation. Bon, ça fait un an, cela a été reporté trois à quatre fois, cinq fois, et d'ailleurs, je remarque que ce serait bien si ce genre d'affaires était traité en temps réel parce que ça ne veut plus rien dire au bout d'un an, quand c'est reporté trois, quatre, cinq fois. Parler du Père Prévost dans trois ans, ça ne veut plus rien dire. Donc, comme je n'ai pas envie de laisser cela en suspens encore un peu, j'ai retiré la plainte.

J'ai également retiré la plainte contre *Libération* lorsqu'ils m'ont traité d'Al Capone parce que j'avais dit : « Je n'ai pas envie que Montpellier devienne Chicago ». D'ailleurs, dans cet hémicycle, il y en avait beaucoup qui se gaussaient quand j'ai dit ça. Je les entends rire moins fort aujourd'hui, et ça me va. Ça veut dire qu'ils sont revenus à la raison, au pays réel. En conséquence, je vais retirer ma plainte contre *Libération* et le courrier a été envoyé hier.

Demain, je me rends à Toulouse, je vous en informe parce que c'est important dans le cadre de la réforme territoriale. Je rencontrerai Martin MALVY à 8h30 à la région Midi-Pyrénées. Ensuite j'ouvrirai la Métropole de Toulouse à 9h15. Et ensuite je verrai Jean-Michel BAYLET à 12h au siège de *La Dépêche*. Je ferai le compte des députés présents le jour de l'installation de la Métropole de Toulouse. J'espère qu'ils seront là, les députés. Je les compterai, j'en connais quelques-uns. Madame DELGA, Monsieur BORGEL. Ça ne vous dit rien Monsieur BORGEL ? Mais j'y reviendrai dans une autre séance de façon plus précise. Ensuite le 28, je me rends, avec Christian FINA et Simine NAMDAR au ministère des Transports voir Monsieur VIDALIES pour l'ensemble des structures ferroviaires et également pour tout ce qui concerne la mobilité à la fois sur la ville et sur la métropole.

Enfin, je remercie Jean-Luc COUSQUER, Président de l'Office du Tourisme et Sophia AYACHE, conseillère municipale déléguée au Handicap. Le 28, la première visite, la première ballade de l'Office du Tourisme conçue pour les personnes à mobilité réduite va être installée parmi l'ensemble des visites. C'est très bien d'avoir fait ça, donc merci à tous les deux.

Voilà, je vous ai donné un certain nombre d'informations. Je voudrais maintenant vous proposer d'adopter les procès-verbaux des séances du 17 et du 30 décembre 2014. Vous avez pris connaissance de l'ensemble de ces procès-verbaux. Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptés à l'unanimité.

Je vous propose maintenant d'adopter l'ordre du jour qui comprend 26 affaires. Pas d'observations ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

Ensuite, une délibération sera proposée à votre approbation lors du conseil municipal du 19 février afin de mettre en œuvre la mise à disposition des salles municipales pour les élections départementales. Et donc une salle sera proposée à tous les candidats comme on fait d'habitude, gratuitement le premier tour et gratuitement le deuxième tour.

Ensuite, je vous propose une modification des plannings des conseils municipaux. Le prochain conseil municipal aura lieu le 19 février à 19h et pas à 18h. Le suivant aura lieu le 12 mars et sera consacré au débat d'orientation budgétaire, à 18h. Et enfin le 30 mars, le lendemain du deuxième tour des cantonales nous ferons un conseil municipal pour le vote du budget primitif à 18h.

Je passe maintenant à l'ordre du jour. L'article L 2122-22 et l'article 2122-23 du code général des collectivités territoriales. Vous avez pris connaissance des décisions depuis la dernière séance publique du Conseil municipal. Elles sont agrafées à votre document.

1- Démocratie participative

Mise en place des Conseils de quartier 2015-2020

La majorité municipale porte un intérêt tout particulier à la mise en place d'une réelle démocratisation des instances participatives.

La participation des habitants à la parole publique a été prévue par la loi dès 1991, avec le texte créant un principe de consultation préalable des habitants pour toute opération modifiant les conditions de vie des quartiers. La loi sur la démocratie locale de 2002 a, quant à elle, rendu obligatoire pour les communes de plus de 80 000 habitants la mise en place de Conseils de quartier, et l'organisation de leur fonctionnement.

Le bilan de l'offre de participation des habitants à l'action publique proposée au cours des mandats précédents, a mis en lumière un réel manque de représentativité de l'ensemble des habitants dans ces instances, notamment au sein de la population jeune et féminine, ce qui a pu générer une insatisfaction et une réticence des habitants de la Ville vis-à-vis de ces dispositifs.

La création de nouveaux Conseils de quartier a donc pour but de garantir à tous un espace de liberté de paroles et d'initiatives basé sur des principes d'autonomie, d'égalité, de laïcité, de pluralité, de parité et de proximité.

Elle se doit de répondre aux exigences des Montpelliérains, en mettant en œuvre un partage réciproque des informations, en toute transparence. Aux côtés des associations et des représentants du monde socio-professionnel, les habitants pourront ainsi faire valoir leur expertise d'usage, émettre des avis sur les projets municipaux et apporter un éclairage nécessaire à la prise de décision des élus.

La démocratie de proximité doit se baser sur un partenariat répondant aux attentes des citoyens tout en préservant l'intérêt général dans un souci de mieux vivre ensemble. La Ville de Montpellier mobilisera en réponse toutes les énergies au service de la participation citoyenne.

Délimitation des quartiers :

Dans un souci de rationalité, il est proposé de conserver les 7 quartiers initialement définis correspondant aux 7 quartiers INSEE de la ville, à savoir :

1. Le Quartier Centre (Ecusson et ses faubourgs) : Figuerolles, Gambetta, Antigone, Beaux - Arts, Boutonnet, Arceaux, Gare, Aubes)
2. Le Quartier Hôpitaux Facultés (Aiguelongue, Plan des 4 Seigneurs, Malbosc)
3. Le Quartier Port Marianne (Pompignane, Millénaire, Grammont, Odysseum)
4. Le Quartier Prés d'Arènes (Saint Martin, Aiguerelles, Tournezy)
5. Le Quartier Croix d'Argent (Lemasson, Pas du Loup, Estanove)
6. Le Quartier Mosson (Paillade, Hauts de Massane, Celleneuve)
7. Le Quartier Cévennes (Alco, Chamberte, Martelle)

Durée du mandat des Conseils de quartier:

Les membres des Conseils de quartier sont élus pour 3 ans, renouvelable pour 2 ans supplémentaires, jusqu'à la fin du mandat municipal en cours.

Composition des collèges du Conseil de quartier :

1. Un collège d'habitants majoritaire et paritaire (femmes/hommes) à raison d'un membre pour 1000 habitants. Les membres sont tirés au sort à partir des listes électorales. Afin d'assurer une représentation minimale des jeunes au sein de ce collège, 2 membres seront tirés au sort sur la liste électorale des moins de 25 ans.
2. Un collège « associations et acteurs socio-professionnels du quartier » à raison d'un membre pour 4000 habitants. Pris sur une liste de volontaires, ils seront tirés au sort si leur nombre excède le quota requis.

Fonctionnement des Conseils de quartier :

Ce fonctionnement proposé s'appuie sur un programme de travail partagé entre les membres des Conseils de quartier et la Municipalité. Une présentation par Monsieur le Maire, l'équipe municipale et des représentants de l'administration au printemps prochain, permettra aux membres nouvellement élus de ces Conseils de prendre connaissance du bilan et des axes de travail de l'équipe municipale, ainsi que des projets relatifs au quartier.

Les Conseils de quartier auront ainsi une base de travail leur permettant de réfléchir et de participer :

- Aux projets de la Ville (aménagement du territoire, urbanisme, vivre ensemble) sur lesquels ils pourront donner leur avis (cet avis sera annexé à la délibération municipale).
- A des sujets à leur propre initiative.

Les Conseils de quartier assureront le suivi des groupes de travail mis en place pour chaque projet de programme, et formuleront des avis à partir des contributions des groupes de travail.

Ils se réuniront au minimum 4 fois par an.

Participation au Conseil de quartier :

Elle interviendra à deux niveaux :

1. En qualité de membre du Conseil de quartier : après avoir été tiré au sort ou désigné, le nouveau membre aura pour mission de préparer le programme de travail partagé avec la Ville, d'assurer le suivi des groupes de travail pour chaque projet, d'émettre des avis à partir des contributions des groupes de travail.

2. En qualité de participant à un groupe de travail, en fonction de ses affinités ou de son expertise, en intégrant un groupe de travail du Conseil : ces groupes de travail seront ouverts à tous (habitants, usagers, acteurs socio-professionnels). Ils seront limités dans le temps et porteront sur un objectif précis. 3 référents seront désignés par les membres du Conseil de Quartier pour faire le lien avec les instances municipales et pour rendre compte aux autres membres du Conseil de Quartier de leurs travaux.

Le groupe de travail sera un lieu d'information, de présentation de projets, d'échanges, de débats et d'élaboration de contributions (synthèse, points faibles ou forts, préconisations).

Si un sujet intéresse plusieurs quartiers, un groupe de travail inter-quartiers pourra être constitué.

Les élus et représentants de l'administration de la Ville de Montpellier seront uniquement présents lors des phases de présentation des projets ou sur invitation du Conseil pour information.

Une fois par an, le Conseil de quartier organisera une réunion publique, où sera représentée la Ville de Montpellier, pour rendre compte de son action et échanger sur un thème d'actualité.

Moyens mis à disposition :

Chaque Conseil de quartier disposera d'un budget de fonctionnement de 3 000€ (à utiliser pour l'organisation de moments de convivialité, la venue d'experts, la garde d'enfants pendant les réunions...) et de créneaux horaires dans la Maison pour Tous ou la salle municipale la plus proche.

Une somme de 600 000€ d'investissement sur des projets portés par les Conseils de quartier labellisés « démocratie participative » sera inscrite au budget 2015 de la Ville.

Enfin, une somme de 26 000 € sera affectée pour des sessions de formation, à la demande, sur le fonctionnement de la collectivité (budget, compétences, organisation des services ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la mise en place de nouveaux Conseils de quartier pour un mandat de 3 ans, renouvelable pour deux années supplémentaires ;
- D'approuver les modalités de fonctionnement de ces Conseils de quartier telles que décrites dans la présente délibération ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses prévues par la mise à disposition de moyens aux Conseils de quartier, sur le budget 2015 de la Ville.

Monsieur la Maire :

Premier point à l'ordre du jour, il s'agit là de la démocratie participative et de la mise en place des Conseils de quartiers. Ce que nous avons proposé pendant la campagne, nous, majorité, c'est d'installer une vraie démocratie participative à Montpellier. Cette démocratie participative on peut en parler, on peut la chanter sur les toits, on peut faire des aubades, des odes, mais après il faut la faire. Et il faut la faire vraiment. Et nous l'avons répété, et je continue à le faire ce soir, les présidents des Conseils de quartiers ne seront pas nommés par le Maire. Ils seront élus par les citoyens et ils posséderont des budgets propres. Et une partie de leurs actions seront fléchées sur les crédits de la ville. Mais je vais y revenir en lisant l'intégralité de la délibération et après j'ouvrirai le débat. Il fut un temps où la démocratie participative était largement sous contrôle de la Ville. Notre souhait c'est d'abord de respecter la loi, premier point, et deuxièmement de nous appuyer essentiellement sur les citoyens. Nous l'avons fait pour les élections et ça ne nous a pas défavorisés, loin de là.

La participation des habitants à la parole publique a été prévue par la loi de 1991 avec le texte créant un principe de consultation préalable des habitants pour toute opération modifiant les conditions de vie des quartiers. La loi

sur la démocratie locale de 2002 a, quant à elle, rendu obligatoire pour les communes de plus de 80 000 habitants la mise en place de Conseils de quartier et l'organisation de leur fonctionnement. Le bilan de l'offre de participation des habitants, l'action publique proposée au cours des mandats précédents est mise en lumière réellement par la représentativité de l'ensemble des habitants dans cette instance notamment au sein de la population jeune et féminine. Ce qui a pu générer une insatisfaction, une réticence des habitants de la ville vis-à-vis de ces dispositifs. La création de nouveaux Conseils de quartiers a donc pour but de garantir à tous un espace de liberté de parole et d'initiatives, basé sur des principes d'autonomie, d'égalité, de laïcité, de pluralité, de parité et de proximité. Elle se doit de répondre aux exigences des Montpelliérains en mettant en œuvre un partage réciproque des informations, en toute transparence, aux côtés des associations et des représentations du monde socioprofessionnel. Les habitants pourront ainsi faire valoir leur expertise d'usage et émettre des avis sur les projets municipaux et apporter un éclairage nécessaire à la prise de décision des élus. La démocratie de proximité doit se baser sur un partenariat répondant aux attentes des citoyens tout en préservant l'intérêt général dans un souci de bien vivre ensemble. La Ville de Montpellier mobilisera en réponse toutes les énergies au service de la participation citoyenne.

La délimitation des quartiers

Nous n'avons pas changé les quartiers, nous avons gardé les mêmes. Il y a sept quartiers :

- le quartier centre Écusson et faubourg, comprenant Gambetta, Antigone, Beaux-Arts, Boutonnet, Arceaux, Gares, Aubes ;
- le quartier Hôpitaux-Facultés, comprenant Aiguelongue, les 4 Seigneurs, Malbosc ;
- le quartier Pont-Marianne, comprenant Pompignane, Millénaire, Grammont, Odysseum ;
- le quartier Près d'Arènes ;
- le quartier Croix d'Argent ;
- le quartier Mosson ;
- le quartier Cévennes.

La durée du mandat des Conseils de quartier

Les membres des Conseils de quartier seront élus pour trois ans renouvelables et pour deux ans supplémentaires jusqu'à la fin du mandat municipal en cours.

La composition du collège de Conseil du quartier

Ça, c'est très important. Un collège d'habitants majoritaire et paritaire homme/femme, à raison d'un membre pour mille habitants. Les membres sont tirés au sort à partir des listes électorales. Tout ceci a été composé dans le cadre de la loi. On n'a rien voté, mais on a plusieurs possibilités, c'est cette possibilité-là qu'on vous propose. Afin d'assurer une représentation minimale des jeunes au sein de ce collège, deux membres seront tirés au sort sur la liste électorale des moins de 25 ans pour qu'il y ait au moins une représentativité de chaque. Deuxième point, il y aura un deuxième collège avec les associations, les acteurs socioprofessionnels du quartier, à raison d'un membre pour 4 000 habitants pris sur une liste de volontaires. Ils seront tirés au sort si leur nombre excède le quota requis.

Fonctionnement des Conseils de quartier

Ce fonctionnement proposé s'appuie sur un programme de travail partagé entre les membres des Conseils de quartier et la municipalité. Une présentation par le Maire, l'équipe municipale et les représentants de l'administration au printemps prochain permettra aux membres de ces Conseils nouvellement élus de prendre connaissance du bilan et des axes de travail de l'équipe municipale ainsi que des projets relatifs aux quartiers. Les Conseils de quartier auront ainsi une base de travail leur permettant de réfléchir et de participer aux projets de la ville et à des sujets de leur propre initiative. Les conseils de quartiers assureront le suivi des groupes de travail, ils se réuniront au minimum quatre fois par an.

Participation au conseil de quartier

Elle interviendra à deux niveaux : en qualité de membre du conseil, à après avoir été tiré au sort ou désigné, le nouveau membre aura pour mission de préparer le programme de travail partagé avec la ville, d'assurer le suivi des groupes de travail. Deuxième point, en qualité de participant à un groupe de travail et en fonction de leurs affinités ou de leur expertise, en intégrant un groupe de travail du conseil, ces groupes de travail seront ouverts à tous : habitants, usagés, acteurs socioprofessionnels. Ils seront limités dans le temps et porteront sur un objectif

précis. Trois référents seront désignés par les membres du Conseil de quartier pour faire le lien avec les instances municipales. Le groupe de travail sera un lieu d'information, de présentation de projet, d'échange, de débat et d'élaboration de contribution. Si un sujet intéresse plusieurs quartiers, un groupe de travail inter-quartier pourra être constitué. Les élus et représentants de l'administration de la Ville de Montpellier seront uniquement présents lors des phases de présentation des projets ou sur invitation du conseil pour information. Autrement dit, les élus sont exclus. Une fois par an, le Conseil de quartier organisera une réunion publique où sera représentée la Ville de Montpellier pour rendre compte de son action sur un thème d'actualité.

Les moyens mis à disposition

Nous nous sommes fortement inspirés de la Ville de Strasbourg, patrie d'un homme politique brillant qui finit par « l ». Chaque Conseil de quartier disposera d'un budget de fonctionnement de 3 000 € à utiliser pour l'organisation de moments de convivialité, la venue d'experts, la garde des enfants, pour le fonctionnement, et de créneau horaire dans les « Maisons pour tous », ou la salle municipale la plus proche. Une somme de 600 000 € d'investissement sur des projets portés par les Conseils de quartier labellisés « démocratie participative » sera inscrite au budget 2015 de la Ville. Enfin, une somme de 26 000 € sera affectée pour des sessions de formation à la demande sur le fonctionnement de la collectivité : budget et compétences, organisation des services.

Voilà le règlement qu'on vous propose d'approuver sur la mise en place des Conseils de quartier. Je reprends : un habitant sur mille sera tiré au sort de façon paritaire : homme, femme. Deux jeunes seront tirés au sort dans la liste des moins de 25 ans pour s'assurer de leur représentation à l'intérieur du Conseil de quartier. Ils bénéficieront, comme je viens de l'expliquer à l'instant, de fonds propres pour leur fonctionnement et de fonds fléchés sur le budget de la Ville pour les propositions que les quartiers feront pour l'aménagement de la ville. Trois personnes représenteront les conseils de quartier, elles seront désignées par les citoyens de ce Conseil de quartier. Aucun élu ne siègera de façon permanente sauf à être invité. Si le Maire est invité à un Conseil de quartier et qu'il désigne un élu, il y aura un élu. Mais les élus ne sont pas prévus dans ce dispositif et c'est très important de le respecter sinon ça ne veut rien dire, ce n'est plus de la citoyenneté, c'est du contrôle. Il ne faut pas avoir peur du peuple ni des citoyens, ils n'ont pas besoin de nous pour réfléchir ! Mais nous nous avons besoin d'eux pour savoir comment conduire la politique municipale de façon précise. Le débat est ouvert.

Je prends les intervenants. Il n'y a que Monsieur Lannelongue ? Alors Monsieur LANNELONGUE, Monsieur VIGNAL, Madame JAMET, Monsieur EL KANDOUSSI, la liste est close. Monsieur LANNELONGUE.

M. Gérard LANNELONGUE : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, vous avez rappelé le principe même de la mise en place des Conseils de quartier ainsi que le problème de mise en conformité par rapport à la loi. De toute façon, qui peut contester le bien-fondé d'une telle démarche ? Bon, j'ai regardé dans vos propositions, moi, je ne l'ai pas vu figurer dans vos propositions ; c'est bien que vous le proposiez là, mais dans vos propositions, vos 15 propositions, j'ai eu la curiosité de les reprendre, je ne l'ai pas vu. On ne va pas faire le détail là maintenant, mais je ne l'ai pas vu. J'ai les 15 là.

Monsieur le Maire : Mais c'est parce que vous n'avez pas assisté à mes meetings...

M. Gérard LANNELONGUE : Parce que je n'ai pas assisté, pardon ?

Monsieur le Maire : A mes meetings.

M. Gérard LANNELONGUE Ah c'est ça ! Je n'étais pas invité. Mais enfin, j'ai lu vos propositions quand même.

Monsieur le Maire : Monsieur LANNELONGUE, je vous y invite.

M. Gérard LANNELONGUE : Dans vos propositions telles qu'elles sont écrites, je ne l'ai pas vu. Mais bon ceci étant dit c'est pas le sujet, c'était juste pour reprendre la réalité des faits. Bon, je crois que là il y a une volonté de faire différemment. Moi, je me souviens de ce que Patrick VIGNAL faisait à l'époque dans les anciens comités de quartier, les grands raouts. Bon, aujourd'hui, vous voulez le faire différemment, vous voulez

le faire de manière extrêmement démocratique, tout ça on ne peut que s'en féliciter, ça existe dans toutes les grandes villes, Montpellier ne sera pas différent des autres, mais c'est bien comme ça.

J'ai deux commentaires à faire sur, non pas sur le fond, je viens de le dire, mais sur la forme. Moi je vais vous dire, j'ai un mauvais souvenir – puisque vous avez parlé du tirage au sort –, de l'approche discutable du dernier tirage au sort à laquelle j'avais participé, qui est celui qui concernait la commission des contributions directes locales où effectivement il y avait un tirage au sort de prévu. On s'est retrouvé avec un recyclage - ça a été la limite de cet acte démocratique - avec le recyclage de tous les anciens membres de votre liste qui n'avaient pas pu être élus après le 45^{ème}.

Monsieur le Maire : Non, mais vous tirerez au sort, c'est vous qui le ferez.

M. Gérard LANNELONGUE : Alors écoutez, c'était une proposition que j'allais vous faire, au moins d'être témoin.

Monsieur le Maire : Mais le tirage au sort sur les listes, il n'y a pas de souci avec ça, ça se fait sur ordinateur.

M. Gérard LANNELONGUE : Alors il n'y a pas de problème. Si de bons principes sont respectés... Je dis cela parce que je l'ai vécu une première fois, j'étais surpris. J'avais manifesté mon mécontentement.

Monsieur le Maire : Oui, mais vous aviez pu...

M. Gérard LANNELONGUE : On m'avait dit : « On n'a pas pu faire autrement ». Je ne voulais pas qu'à chaque fois ça soit pareil, le tirage au sort c'est très bien lorsque c'est juste, je suis pour, mais...

Monsieur le Maire : Il n'y a pas de souci, Monsieur LANNELONGUE, le problème du tirage au sort, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui sont tirés au sort et qui refusent.

M. Gérard LANNELONGUE : Je sais, je sais ! Mais alors dans ces cas-là, écoutez...

Monsieur le Maire : On prendra le temps qu'il faut.

M. Gérard LANNELONGUE : Voilà ! Exactement ! Exactement ! On est bien d'accord ! Alors vous avez répondu à mon intervention et je vous en remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LANNELONGUE. Monsieur VIGNAL.

M. Patrick VIGNAL : Merci Monsieur le Maire. Mes chers collègues, effectivement, avant de parler de démocratie, Monsieur le Maire, je voudrais...

Monsieur le Maire : Monsieur VIGNAL, appelez-moi « Sire » !

(Rires dans l'assemblée)

M. Patrick VIGNAL : Oui, maître !

(Applaudissement dans l'assemblée)

M. Patrick VIGNAL : Je n'ai pas osé ce soir, mais je suis en train de faire une couronne pour vous.

Monsieur le Maire : Il y a déjà sur le trophée une couronne de lauriers !

M. Patrick VIGNAL : Non elle n'est pas assez grande, ce n'est pas suffisant Monsieur le Maire, il faut une plus grosse. Et je connais bien ceux qui ont donné le trophée, je vais m'arranger, je vous le promets.

Alors plus sérieusement, effectivement, moi je me félicite que Monsieur le Maire, effectivement, propose un tirage au sort. Vous savez qu'avec la loi de 2002 sur les adjoints de quartier on a fait des avancées à Montpellier

mais pas suffisamment donc je me félicite qu'on tire au sort des gens. Mais si on fait un petit peu le point on a un conseil de jeunes, un conseil d'école au niveau de l'éducation, un conseil des résidents – vous nous direz Monsieur le Maire ce que vous comptez en faire. Et c'est vrai que l'exemple de Barcelone est intéressant, à Barcelone ils ont également des territoires et ils ont mis dans un même conseil, à la fois les enfants, les adolescents et les adultes. Et je pense qu'on devrait s'en inspirer. Alors après le tirage au sort, rappelez-vous, Monsieur le Maire...

Monsieur le Maire : Moi je m'inspire de Strasbourg, de votre ami Monsieur FONTANEL.

M. Patrick VIGNAL : Ah ! Votre ami du secrétariat national avec qui vous avez siégé pendant 20 ans, Monsieur le Maire, c'est bien ça ? Parce que moi je n'ai jamais siégé au secrétariat national.

Monsieur le Maire : FONTANEL, je pense, est devenu un modèle. D'ailleurs il a été délogé par Solferino. Enfin il a été un peu mis sur la touche, je pense, à Solferino, ça veut dire qu'ils commencent à réfléchir.

M. Patrick VIGNAL : Pourquoi êtes-vous si vilain par rapport à vos anciens camarades, qu'est-ce qu'ils vous ont fait, Monsieur SAUREL ? Qu'est-ce qu'ils vous ont fait, Solferino, vraiment alors ? Vous les avez battus, ça suffit !

Monsieur le Maire : Ils m'ont fait gagner les élections, je les en remercie !

M. Patrick VIGNAL : C'est pour ça ! Vous voyez ce que j'ai dit, vous devriez être content : grâce aux socialistes vous avez gagné une mairie, vous devriez les féliciter tous les jours.

Monsieur le Maire : Oui, mais sur la méthode, Monsieur VIGNAL. Sur le principe, on peut avoir un peu de philosophie aussi dans la politique. Mais on y reviendra. Je ferai une séance spéciale pour les deux charlots.

M. Patrick VIGNAL : Je transmettrai à FONTANEL. Le deuxième c'est qui, Monsieur le Maire ? Le deuxième, il y a deux charlots, Fontanel et qui ?

Monsieur le Maire : BORGEL !

M. Patrick VIGNAL : Mais vous le verrez bientôt à Toulouse, Christophe BORGEL.

Monsieur le Maire : Mais justement j'y compte bien !

M. Patrick VIGNAL : Alors, revenons aux affaires qui intéressent les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Vous savez comment il a été élu à Toulouse hein ? Non, mais on va dire la vérité.

M. Patrick VIGNAL : Vous parlez de qui là ?

Monsieur le Maire : De BORGEL. Vous savez comment il est député de Toulouse en habitant Paris, Monsieur BORGEL ? Il était chargé de mettre en place la parité. Et sur la circonscription de Toulouse, il y avait deux femmes qui se crêpaient le chignon pour être candidates. Elles sont arrivées à égalité avec les militants. Pour les départager, il a dit : « je prends la circonscription et je règle le problème ». Mais demandez ! Tapez sur Google ! Ça fait un département qui est fortement chargé pour les prochaines échéances. Les nuages s'amoncellent, mais j'en parlerai, j'y reviendrai.

M. Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire, on peut parler de démocratie ? Et pas de tambouille s'il vous plaît ?

Monsieur le Maire : Les députés, c'est l'exemple même de la démocratie, hein !

M. Patrick VIGNAL : Redescendez sur terre, Monsieur le Maire, nous sommes au Conseil municipal de Montpellier ce soir. On n'est pas à Solferino. Nous avons réalisé avec vous d'ailleurs, Monsieur le Maire un exemple de démocratie à Malbosc, vous étiez avec moi à l'époque, il me semble que vous étiez adjoint à l'urbanisme. On a réalisé des ateliers qui ont permis aux gens de décider du devenir de leur territoire, c'est à dire des 32 hectares à négocier à Malbosc. Par contre pour les tirages au sort, je pense qu'il faut à la fois la liste électorale et les quittances EDF parce qu'il y a des gens qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales, je pense

aux étudiants ou je pense aux résidents étrangers. Donc il serait intéressant que vous rajoutiez ou les listes électorales ou les gens qui habitent le secteur, parce que les gens qui habitent sur un territoire, ils ont aussi le droit de participer à son évolution. Et j'ai souvenir qu'avec mon camarade Jérémie MALEK, nous avons fait ensemble une excellente votation sur la place Jaumes, quand il était président, mon ami Jérémie, et on s'était régalé tous les deux ! Et mon ami Jérémie MALEK qui, comme le petit Vincent THUIN, était nommé par Philippe SAUREL, mais ça, c'était avant, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Mais attendez, Jérémie, l'occasion est trop belle ! Tu répondras par le menu, tu décriras tout ce qui s'est passé par le menu, on t'en donne l'occasion.

M. Patrick VIGNAL : Le changement, c'est maintenant. Et je terminerai donc, Monsieur le Maire, par les crédits de proximité qui étaient alloués par Madame Hélène MANDROUX, qui étaient d'un montant d'1,8 millions d'euros. Donc je voudrais que vous m'expliquiez si vous baissez parce que vous mettez plus de services de la Ville ? Pourquoi cette somme-là ? Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur VIGNAL. Je fais exactement ce qu'a fait Monsieur FONTANEL, mon maître en politique à Strasbourg : je dis 600 000 €. Pour un droit de réponse, je vais exceptionnellement donner la parole à Jérémie MALEK qui a été personnellement mis en cause.

Jérémie MALEK : Monsieur le Maire, je vous remercie. Chers collègues. Je vous remercie beaucoup Monsieur VIGNAL de nous faire de grandes leçons de démocratie participative puisque pour la petite histoire et pour ceux qui ne la connaissent pas, il y a quelques années, si je ne m'abuse dans les années 2007-2009, nous avons effectivement tenté un exercice de démocratie participative avec une votation républicaine, citoyenne – on l'appellera comme on le veut – autour d'un gros projet, celui de la place François Jaumes. Il s'agissait de la réflexion d'une place dans le quartier de la rue de la Méditerranée qui effectivement engageait l'arrachage de cinq acacias à l'époque, pour en replanter une dizaine. À l'époque nous n'avions qu'une moitié, une dizaine selon les services, Monsieur VIGNAL. Je travaillais très bien avec les services.

Ceci étant, à la veille d'organiser cette votation citoyenne qui se voulait exemplaire – effectivement là-dessus je vous suis, c'était votre projet – je me suis retrouvé au bureau de Monsieur VIGNAL où il m'a proposé en présence de son collaborateur Monsieur CARABASSE, à l'époque, de bourrer les urnes.

Monsieur le Maire : Monsieur qui ?

Jérémie MALEK : Monsieur CARABASSE, Philippe CARABASSE. Nous étions à quelques jours de cette votation, un fiasco total, sans organisation, sans règlement intérieur où là effectivement, je suis ravi de l'entendre dire, de faire descendre les gens avec leurs...

Monsieur le Maire : S'il vous plaît, laissez finir Monsieur MALEK. Pas de bruit !

Jérémie MALEK : ... avec leurs quittances de loyer puisqu'on a eu tout un groupe d'opposition – on va l'appeler comme ça – qui était parti déranger tout le quartier pour venir voter contre les arbres, contre l'arrachage des arbres et non pas pour un projet. Voilà, alors ces leçons où aujourd'hui on n'est pas capable de se souvenir de ce qu'on a raconté à l'époque, moi elles m'exaspèrent, Monsieur VIGNAL, et je vous le dis droit dans les yeux !

Monsieur le Maire : Madame JAMET.

Mme France JAMET : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Bon, je ne vais pas vous refaire le texte là, mais je serais quand même tentée de prendre point par point. Si je comprends bien, c'est la loi qui rend obligatoire ce principe. Vous avez un problème, il n'y a pas assez de population jeune et féminine et vous partez sur ce grand principe d'initiative basée sur des principes – c'est beau comme un cantique – d'autonomie, d'égalité, de laïcité, de pluralité, de parité et de proximité. Et les larmes m'en viennent.

Bref donc j'ai lu, nous avons lu, nous en avons discuté, ça a appelé quand même quelques remarques de notre part. D'abord, effectivement depuis tout à l'heure on parle d'arbre, etc. Bon, on voit bien qu'il s'agit d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement. Je crains qu'à un moment ou à un autre, ça soit

finalement réduit au choix d'essence pour le carré Sainte Anne. Je n'ai pas l'impression qu'il s'agisse d'un « projet structurant, innovant »...

Monsieur le Maire : Si vous saviez, Madame JAMET, combien la réunion que nous avons menée hier soir avec Monsieur COUR était instructive. Vous auriez pu vous apercevoir que la cinquantaine ou la soixantaine de citoyens qui étaient présents avaient largement conscience de l'architecture de la ville, de son fonctionnement, de ses usages, que tel arbre pouvait gêner, etc. C'est très intéressant de travailler la ville par ce que vous appelez des détails.

Mme France JAMET : Ah non ! Mais je ne le regarde pas avec hauteur ou mépris, mais j'ai l'impression que ce sont des sujets finalement qui ne sont pas forcément à la hauteur des attentes de nos compatriotes. Pas complètement. Bon j'ai bien noté que c'est Monsieur LANNELONGUE qui tirait au sort sur les listes électorales. Vous offrez un tirage au sort sur les listes électorales, ce qui fait qu'effectivement ça rentre dans le cadre du programme du Front National, priorité aux Français. Là effectivement vous aurez des Français.

Ensuite, sous ce titre pompeux, moi j'ai l'impression quand même que vous remplacez, vous annulez les maisons de quartier, vous changez de personnel.

Monsieur le Maire : Madame Jamet, le Front National n'a pas l'apanage des listes électorales...

Mme France JAMET : Hé bien non ! Hé bien non !

Monsieur le Maire : ... et de la démocratie.

Mme France JAMET : Bien sûr. Et de la priorité aux Français.

Monsieur le Maire : Mais la priorité aux citoyens inscrits sur les listes électorales, ça fait partie des règlements de la loi. Donc nous appliquons la loi. On n'applique pas le règlement du Front National.

Mme France JAMET : Pas tout à fait, mais je vous rejoins là-dessus. Je relève donc que ce changement de personnel ou de maison de quartier – puisque je pense que c'est une espèce de jeu de bonneteau – se déroule deux mois avant les cantonales. Et je trouve ça très stratégique, mais ça vous permettra peut-être de prendre un petit peu d'avance sur les prochaines échéances et je vous souhaite bien du plaisir. Ensuite nous avons relevé ensemble...

Monsieur le Maire : C'est le hasard.

Mme France JAMET : Oui ! Et le hasard fait bien les choses grâce à Dieu, mais...

Monsieur le Maire : J'avais dit qu'on mettrait en place en janvier la démocratie de proximité, participative, je n'y peux rien s'il y a les cantonales.

Mme France JAMET : Non non, mais voilà je me mets à votre place.

Monsieur le Maire : Comme je n'y peux rien, si le calendrier des régionales les a mis en décembre.

Mme France JAMET : Pourquoi ?

Monsieur le Maire : Je n'y peux rien !

Mme France JAMET : Oui, mais là, il n'y a pas de souci de ce point de vue là, pas encore oui. Neige en novembre, Noël en décembre, régionales.

Bien, nous avons noté quand même des incohérences sur les délimitations notamment des quartiers par rapport à ce que vous annoncez et ce que nous avons vu sur le site de la Ville. Donc il faudra peut être aussi nous fournir quelques explications. A propos des membres de l'opposition, vous dites : « Personne ne siègera », mais moi j'ai quand même l'impression que les membres de l'opposition sont un petit peu exclus du processus. En dehors de ces points techniques... Si vous aviez lu le rapport vous liriez que les élus et représentants de l'administration de la Ville de Montpellier peuvent être présents.

Monsieur le Maire : Si un élu souhaite participer aux réunions de Conseil de quartier il sera considéré comme voulant les noyauter. Voilà, je le dis clairement.

Mme France JAMET : Mais vous n'écarterez pas la possibilité de les voir participer.

Monsieur le Maire : Non, ce n'est pas ça : lorsqu'il y a la présentation des projets, qu'il y ait le Maire ou l'élu, c'est tout à fait faisable parce que ce sont des réunions qui se reproduisent trois fois dans l'année. Mais dans le cadre du travail des commissions, il est hors de question qu'un élu y participe, sinon je dénoncerai la pratique.

Mme France JAMET : On la dénoncera aussi, c'est tout.

Monsieur le Maire : Je vous en remercie !

Mme France JAMET : En dehors de ces petits points techniques sur lesquels vous voulez bien partiellement m'éclairer, nous éclairer, il y a aussi l'esprit. Je vous rappelle que là-dessus, c'était dans le programme du Front National pendant la campagne municipale et dans le programme que nous défendons depuis quelques décennies. Et pendant les municipales, nous avons parlé notamment de référendum d'initiatives locales et d'un référendum décisionnel. C'est-à-dire qu'à partir du moment où une décision est prise on la suit, ce qui est intéressant. Par exemple, si on se rappelle de ce qui s'est passé en 2005 quand les Français à 54 % ont dit non à la Constitution européenne et quand trois ans plus tard, l'Assemblée nationale de l'UMP et du PS leur ont imposé par le traité de Lisbonne une décision qu'ils avaient rejetée. Donc je crois qu'il faut aussi relativiser : je pense que si vraiment vous êtes habité par ce souci de démocratie, on aurait pu ne pas faire l'économie – ce que je vous ai réclamé pendant toute cette fausse campagne, en tout cas ces derniers mois – du principe de la métropole que vous disiez « apaisée » dans votre programme. Vous n'aviez jamais parlé de pôles métropolitains. Et vous n'avez non plus jamais interrogé les autres communes qui s'étaient prononcées contre le principe de la métropole et à qui on a imposé ce principe de métropole.

Monsieur le Maire : C'est faux, ça !

Mme France JAMET : Non, c'est la réalité.

Monsieur le Maire : Le pôle métropolitain...

Mme France JAMET : Vous avez fait un référendum sur la métropole ?

Monsieur le Maire : Le pôle métropolitain, ce n'est pas une instance administrative, ce n'est pas une feuille supplémentaire au millefeuille territorial.

Mme France JAMET : Vous nous parlez d'autre chose. Moi je vous demande : est-ce que vous avez fait un référendum sur la métropole ?

Monsieur le Maire : Nous avons fait voter le Conseil d'agglomération comme le demande la loi.

Mme France JAMET : Est-ce que vous avez interrogé les personnes concernées ? Non !

Monsieur le Maire : Si.

Mme France JAMET : Non et vous le savez très bien !

Monsieur le Maire : Vous avez voté contre.

Mme France JAMET : Donc, en dehors de ces points techniques, il me semble que l'esprit n'y est pas. Vous savez qu'aujourd'hui les démocraties sont vidées de leur substance et c'est pour ça que nos concitoyens s'écartent un petit peu de l'exercice et qu'ils se rendent bien compte qu'ils ne sont plus véritablement les arbitres de leur destin, de leur avenir, etc. Alors au début on était un petit peu réfractaire, ça me semblait un gros machin, une grosse machine électorale, un gros truc pour essayer de faire plaisir avec un joli paquet cadeau, mais c'est vrai qu'en en discutant on s'est aperçu qu'il y avait réellement une attente, une demande. Donc on peut éventuellement acter ce principe à ceci près que nous avons véritablement l'impression que ça ne servira à rien. Et je vois au fil des débats et puis de ce que j'ai entendu quand même qui était un peu effrayant et effarant –

moi, je veux bien croire que maintenant on lave plus blanc que blanc –, mais dans l'esprit, enfin dans l'absolu il me semble que la démocratie telle qu'elle nous est rebattue, rabâchée, c'est comme les frites McCain, plus on en parle, moins en fait.

Monsieur le Maire : Bon, exceptionnellement je donne la parole à Monsieur VIGNAL, pour une réponse parce qu'il a été mis en cause.

M. Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire, je vous remercie. Alors, ce qu'a dit Monsieur MALEK, ce serait de la diffamation publique, mais on a autre chose à faire. Je ne vais pas m'amuser, j'ai autre chose à faire et certainement lui aussi et je lui souhaite un grand avenir politique. Par contre, ce qui m'intéresse, c'est justement ce qui s'est passé.

Monsieur le Maire : Je m'en occupe !

M. Patrick VIGNAL : Très bien Monsieur le Maire, mais il est dans de très bonnes mains, j'en suis convaincu. Ce qui m'intéresse...

Monsieur le Maire : Mais j'ai remarqué votre article ce matin, le lire entre les lignes m'a fait plaisir.

M. Patrick VIGNAL : Eh bien, écoutez, j'en suis ravi. On peut être sérieux, Monsieur le Maire ? Ce qui est intéressant, ce qui s'est passé à la place Jaumes, c'est qu'un conseil consultatif décide avec les services de la Ville de faire des aménagements. Il se trouve qu'à l'époque on avait un médiateur à la ville qui recevait 820 pétitions de gens qui disaient : « on ne veut pas faire ce projet ». Je reçois Jérémie MALEK, on échange sur cela et le jour de la réunion – parce que l'histoire on s'en fout, on battit demain – c'est qu'effectivement il me dit ce soir-là : « Je laisse faire les services de la Ville », parce que c'était compliqué pour lui je dois l'avouer. Il habitait dans le quartier, il avait la pression des gens qui ne voulaient pas qu'on touche les arbres, qu'on touche cette place et je crois qu'il y avait à peu près pour 800 000 € de travaux. Et je me suis retrouvé, en tant qu'adjoint à la démocratie, avec un dossier porté par les services de la Ville et un dossier concurrent porté par les associations du quartier. Et Monsieur le Maire, c'est la grande difficulté que vous pouvez avoir : quand vous avez des services de la Ville qui proposent un projet contre le monde associatif, ça ne peut pas fonctionner. Et si vous faites un appel à projets – je m'en félicite – il faut que ce soit des projets portés association contre association et que la Ville ne soit pas au milieu. Donc voilà ce qui s'est passé à la place Jaumes.

Après, on a installé, pour voter, on a sorti un cahier d'électeurs, on a rajouté des personnes qui sont venues voter parce qu'elles avaient leur quittance EDF, et c'est vrai que le projet de la Ville a été retoqué à 70 %. Et à l'arrivée, il n'y a pas eu de travaux à la place Jaumes. C'est un mauvais exemple de démocratie et j'espère que nous ferons mieux les prochaines fois, voilà l'histoire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur VIGNAL de ces précisions. Simplement une petite question à Monsieur MALEK : pouvez-vous nous dire qui était le médiateur, s'il vous plaît ? Seulement le nom.

M. Jérémie MALEK : Monsieur ASSAF.

Monsieur le Maire : Mais j'ai retiré le procès. Allez, on continue. Ah, Monsieur MARTIN ! Monsieur EL KANDOUSSI finira.

M. Hervé MARTIN : Excusez-moi, je ne m'étais pas inscrit parce qu'en fait, dans la question de Monsieur VIGNAL, il y avait eu une partie de la question que je voulais poser, donc je ne voulais pas faire redondance.

Monsieur le Maire : Allez-y, Monsieur MARTIN.

M. Hervé MARTIN : Comme vous n'y avez pas répondu – par oubli certainement –, je vais vous la reposer.

Monsieur le Maire : Allez-y, posez là.

M. Hervé MARTIN : Lors du dernier mandat c'était mon ami et camarade Cédric SUDRES qui avait créé le conseil consultatif des résidents étrangers. Je n'ai aucune idée de ce qui...

Monsieur le Maire : Nous le maintenons. La réponse, c'est : nous le maintenons.

M. Hervé MARTIN : Parce qu'évidemment, par rapport à ce qui est créé là, ça a son importance. Je ne vais pas faire long sur l'actualité, mais on comprend tous très bien l'importance que les Montpelliérains puissent tous pouvoir discuter ensemble.

Monsieur le Maire : Nous le maintenons et je le préciserai à la prochaine séance.

M. Hervé MARTIN : Parfait, je vous remercie.

M. Abdi EL KANDOSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues. La représentativité des habitants de toute génération est primordiale surtout en ces temps sombres. Il faut pouvoir impliquer tous les citoyens et n'oublier personne. Le « vivre ensemble » est le maître-mot de ce programme. La méthode retenue, Monsieur le Maire, est juste, permet à chacun et à chacune de s'impliquer dans la vie de notre cité, de nos quartiers. C'est un vrai partenariat qui sera mis en place avec un fonctionnement clair et démocratique. C'est une vraie démocratie participative qui nous est proposée ce soir. Et le groupe majoritaire vous en remercie.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix l'affaire numéro un du Conseil municipal : démocratie participative, mise en place des Conseils de quartier 2015-2020. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité des exprimés, je vous en remercie.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

2- Parking public Nouveau St-Roch

Servitude Ville - SNCF garantissant la pérennité des fonctionnalités répondant aux besoins des voyageurs de la gare ferroviaire Montpellier St- Roch

Lors du conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Par délibération du 24 juillet 2008, ont été approuvés le dossier de création de la ZAC, ainsi qu'un protocole d'accord pour l'acquisition des terrains de la ZAC, liant la SNCF, RFF et la Ville.

Par ailleurs, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence et par délibération du 4 mai 2009 le conseil municipal a approuvé les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et a arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC.

Parallèlement, un protocole relatif aux principes de financement et de réalisation du projet de PEM Saint-Roch liant la Ville, l'Agglomération, la Région, l'Etat, la SNCF et RFF, a été approuvé par délibération du 14 décembre 2009. La convention de financement des travaux d'extension et de modernisation de la gare St-Roch a été approuvée par délibération du 9 mai 2011. Cet équipement modernisé a été inaugurée le 2 décembre 2014.

Ces différents projets approuvés, et pour partie réalisés, mènent à la suppression des capacités de stationnements sur les emprises de la SNCF : d'une part du fait de l'extension de la gare sur l'ancien parking « courte durée » et d'autre part du fait de la vente progressive du « RFF et SNCF à la SERM pour la réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Les protocoles et conventions sus mentionnés actent l'objectif commun de réalisation d'un véritable pôle d'échanges multimodal, comprenant, outre l'extension et la modernisation de la gare, la réalisation d'un parking public dont l'organisation devra répondre aux besoins spécifiques du centre-ville, des commerces, des services et des résidents du quartier, ainsi qu'aux utilisateurs de la gare Saint-Roch.

Aussi, la SNCF, la Ville et les partenaires ont convenus de la nécessité que le parking réponde de manière pérenne au besoin des usagers de la gare Saint-Roch quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Conformément au protocole d'accord « de 2008 et au traité de concession de 2009, qui prévoyait la possibilité pour la Ville de confier à la SERM la réalisation d'un parking, la Ville et la SNCF sont convenues de la réalisation du parking public par la Ville. Cette mission a été concédée à la SERM dans le cadre de la ZAC Nouveau Saint-Roch. En ce sens, un parking de 800 places a été intégré au programme des équipements publics par délibération du conseil municipal du 23 juillet 2012.

En contrepartie, la SNCF a souhaité avoir l'assurance que les fonctionnalités spécifiques répondant aux besoins des voyageurs soient garanties de manière pérenne.

Aussi, comme le permet l'article L.2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, il est convenu entre les parties de la création d'une servitude, au bénéfice de la SNCF, grevant le parking public dans la mesure où cette dernière est compatible avec l'affectation globale de l'équipement. Le parking étant un bien de retour de la ZAC à la Ville de Montpellier, cela suppose que la Ville approuve formellement les termes de la servitude selon le projet joint à la présente délibération.

Celle-ci consiste à s'engager sur la mise en œuvre d'un espace de stationnement visant une facilité d'accès au parking pour permettre la dépose par véhicule des voyageurs à la gare (quart d'heure gratuit, tarification adaptée). Cet objectif est en tout état de cause tout à fait conforme aux attentes de la Ville pour le bon fonctionnement de ce parc de stationnement. Afin de s'adapter à l'évolution constatée des usages dans le temps, notamment en fonction de l'évolution de la desserte par TGV, une clause permettra de modifier, en concertation avec la SNCF, le dispositif prévu dans cette servitude.

L'ouvrage concerné, conçu par l'agence d'architecture Archikubik, se situe en bordure des voies ferrées, à proximité du pont de Sète et de la gare. Il est en cours de réalisation par l'aménageur en vue d'une ouverture avant mi 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2015 en application du décret 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

La Commune intervient donc à la convention de servitude objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la SNCF annexée à la délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Mme Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues. En vue de finaliser la vente à la SERM du foncier du parking Nouveau Saint Roch appartenant aujourd'hui à la SNCF, cette dernière sollicite la Ville pour l'approbation d'une servitude grevant le futur parking Nouveau Saint-Roch. En effet, il avait été convenu que la ville garantisse à la SNCF que le parking réponde aux besoins spécifiques des personnes véhiculées déposant ou prenant en charge les voyageurs. Concrètement, il s'agit de mettre en place un stationnement gratuit de 15 minutes et une tarification spécifique dite "courte durée" favorisant la rotation des véhicules.

À l'ouverture du parking, qui est prévue pour le mois de mai 2015, ce dispositif affectera les niveaux R+2, 70 places en accès depuis le pont de Sète et R+3, 84 places accès par la ronde sud. Cependant, il sera réversible pour le niveau 3 pour lequel il est convenu avec la SNCF que les aménagements permettent de modifier sa tarification de "courte durée" à "standard" en fonction de l'évolution des besoins qui pourront être constatés dans le temps.

Si j'émet de nombreuses réserves quant à l'implantation à cet endroit et selon le gabarit de ce parking, décidé par mon prédécesseur – qui a d'ailleurs quitté la salle – l'équipe municipale en place se doit aujourd'hui, par devoir envers les Montpelliérains – et notamment les riverains – d'optimiser au mieux sa fonctionnalité. Et pour cela nous devons remettre à plat pour l'ensemble du quartier les sens de circulation, les modes d'accessibilité au parking, les dessertes minute, etc.

Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN. Je parlais du parking tout à l'heure avec les taxis, parce que sur le pont de Sète vont venir se croiser les deux flux entrant et sortant, les voyageurs qui viennent déposer pour les "dépose-minute", les taxis et l'entrée et la sortie du parking Saint Roch sur un espace totalement contraint. Donc on va créer là un nœud de circulation inextricable qui va demander aux services de la Ville – et je remercie Monsieur TONDUT de s'en occuper avec moi – des aménagements qui vont, à terme, devoir être pris en compte parce que même si on considère que la problématique des taxis est une vraie problématique, la problématique des habitants pour atteindre la gare en est aussi une autre qui pèse 460 000 habitants sur l'agglomération, voire le département. Nous allons être obligés de prendre des mesures qui vont permettre de recalculer l'ensemble de la circulation sur toute cette zone.

Le débat est ouvert.

M. Bernard TRAVIER : Il aurait été intéressant que Monsieur DELAFOSSE nous explique ce qui avait justifié le choix et le gabarit de ce parking. Il devait avoir des idées, mais j'ai l'impression qu'il est parti, je ne comprends pas.

Monsieur le Maire : Ne dites rien contre Max LEVITA, s'il vous plaît hein ! S'il vous plaît ! Max LEVITA, il n'est pas adjoint à l'urbanisme. Ne vous inquiétez pas ! Je vais vous dire, il y a une chose qui ne trompe pas avec ce parking. Un jour, quand vous aurez cinq minutes, prenez votre vélo, comme je l'ai fait l'autre fois : je descends Gambetta, je passe devant le plan Cabane, la rue Daru et je regarde tout en face. Que vois-je ? Pardon, que voyais-je ? Je voyais l'église Saint-Denis sur sa petite place urbaine, magnifique ! Et aujourd'hui, je ne vois plus Saint-Denis parce qu'elle est dépassée par 30 mètres de parking. Ça veut dire que le paysage urbain sur les faubourgs est amputé. Alors je veux bien qu'on dise « on casse » parce que c'est une verrue, mais celle-là elle est pas mal quand même. Ça, c'est une excroissance.

M. Patrick VIGNAL : Vous étiez pourtant au Bureau municipal à cette époque ? Vous avez pris cette décision ?

Monsieur le Maire : Non, parce que ça a été une décision qui a été prise ailleurs, par le Maire de l'époque et par Monsieur DELAFOSSE. Madame JANNIN a raison.

Souhaitez-vous intervenir sur ce dossier ?

M. Jérémie MALEK : Monsieur le Maire, vous avez bien voulu me confier la problématique de cette circulation sur le pont de Sète ; nous y travaillons ardemment depuis plusieurs mois avec les services. Et en effet nous avons hérité d'une situation extrêmement préoccupante pour la circulation autour du parking et de la gare. Une situation qui, me semble-t-il, n'avait pas été anticipée par l'équipe précédente.

Aujourd'hui ce travail que nous menons se fait en concertation aussi bien avec les usagers, avec les riverains et avec les commerçants. J'entends par usagers également les associations liées au vélo puisque rien n'avait été prévu pour la place des vélos.

Monsieur le Maire : En fait il y a 1 000 places qui avaient été prévues pour les parkings à vélo, mais dans une zone proche de la gare Saint Roch, en dehors même de la zone du pont de Sète. La création de parkings à vélo avait été faite de façon diffuse sur l'ensemble. Si nous avions pu réaliser la dalle qui va de la Nef jusqu'au pont de Lattes, le problème était réglé.

Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité des présents.

Il faut dire la vérité aux Français.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

3- Acquisition de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve Convention Etat / Ville

Le terrain de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve à Montpellier, d'une superficie de 3 hectares, fait partie de la liste des terrains de l'Etat arrêtée le 21 juin 2013 dont la cession est officiellement proposée pour la construction de logements sociaux dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du « public en faveur du logement ».

Dès le départ fin 2011 de l'état-major de Gendarmerie, transféré sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, la Ville de Montpellier a manifesté son intérêt pour cette vaste emprise, immédiatement desservie par la ligne 3 de tramway, et a lancé une étude de programmation urbaine.

Cette étude qui porte sur un périmètre plus vaste que l'emprise de la seule Gendarmerie par souci de cohérence urbaine, a permis de définir un parti d'aménagement s'appuyant notamment sur un programme mixte et équilibré intégrant les espaces publics nécessaires à sa desserte et à sa qualité de vie, et de préciser le potentiel constructible du site.

En 2013, le groupe Languedoc Mutualité, propriétaire de la clinique Beausoleil située sur un terrain immédiatement voisin de l'ancienne Gendarmerie, a manifesté son intention de développer un grand pôle sanitaire mutualiste à Montpellier en développant cette clinique. Il est apparu optimal, comme alternative à une densification excessive du site historique, de développer ce projet ambitieux sur une partie du « de l'ancienne Gendarmerie, située en vis-à-vis ».

Au moment où les deux autres grandes cliniques du centre-ville de Montpellier se réimplantent en périphérie, le projet du groupe Languedoc Mutualité garantira le développement d'une offre de soins et de services mutualistes au plus près des habitants du cœur de ville et permettra la création d'emplois dans ce secteur du territoire communal faiblement pourvu en activités. Ce programme se déploierait en cohérence avec le projet urbain et paysager conçu par la Ville.

L'intérêt de ce projet est également partagé par les services de l'Etat, en complémentarité avec la volonté de développer, sur les terrains dont l'Etat n'a plus d'usage pour ses propres services, une offre de logements, notamment sociaux.

Les deux parties se proposent de formaliser leur accord de principe sur ce projet et s'engagent mutuellement à finaliser dans les meilleurs délais la cession et la transformation de ce site.

Une fois un accord définitif intervenu entre l'Etat et la Ville de Montpellier, l'acquisition des terrains de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve fera l'objet d'une délibération précisant l'objet et les conditions essentielles de cette opération (prix, conditions particulières, ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de cette convention entre l'Etat et la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Voilà une belle affaire que j'ai conclue il y a quelques semaines et qui était en stand-by depuis trois ans, que Madame JANNIN va vous exposer et qui relève d'un accord que nous avons passé avec l'Etat et avec Languedoc Mutualité pour permettre l'extension de la clinique Beau Soleil de l'autre côté de la route et également la création de nouveaux quartiers liés notamment à une grande présence de logement social à proximité du tramway. Lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme, j'avais préfiguré cet aménagement par un périmètre d'étude que j'avais apposé à l'ensemble de la zone, nous permettant d'intervenir sur tous les permis de construire et donc de normer l'agenda de construction de la zone.

Mme Stéphanie JANNIN : Oui, effectivement, Monsieur le Maire, c'est une très belle affaire et une très belle perspective, je crois, pour la ville de Montpellier. Dès le départ fin 2011 de l'État-major de gendarmerie qui a été transféré sur le site de l'ancienne école d'application de l'infanterie, l'EAI, la Ville de Montpellier a manifesté son intérêt pour cette emprise et a lancé une étude de programmation urbaine. Cette étude qui porte sur un périmètre plus vaste que l'emprise de la seule gendarmerie, par souci de cohérence urbaine, a permis de définir un projet d'aménagement s'appuyant notamment sur un programme mixte et équilibré comportant à la fois une part de logements sociaux et libres, de commerces, et une part importante dédiée au développement du pôle sanitaire mutualiste qui est créateur d'emploi et qu'il est très intéressant de conforter dans notre tissu de centre ville. La Ville et l'Etat ont entamé des discussions depuis 2011 qui n'ont pu aboutir et Monsieur le Maire a fixé une priorité dès le début de son mandat sur l'aboutissement de cette négociation. Nous pouvons aujourd'hui bien-sûr nous féliciter que Ville et État aient trouvé un accord de principe sur ce projet et s'engagent mutuellement à finaliser dans les meilleurs délais les sessions et la transformation de ce site, ce qui est l'objet du présent protocole que nous vous proposons à la délibération.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN, j'en profite pour remercier le gouvernement et le Premier ministre, parce que c'est grâce à eux que la négociation a pu reprendre. Et cette négociation nous a été proposée il y a un mois et nous sommes en train de la finaliser, d'abord avec cet accord que nous signerons ensemble avec l'État sur l'affaire que vient de présenter Stéphanie JANNIN. Et ensuite, nous délibérerons avec Languedoc Mutualité pour l'extension de la zone puisqu'une partie de ce terrain sera rétrocédée à Languedoc Mutualité.

Je rappelle que la clinique mutualiste est la plus ancienne clinique de France, elle a été créée en 1904. Le mouvement mutualiste est une spécialité du Sud, et vient, comme vous le savez tous, de la confrontation des congrégations religieuses et des mouvements ouvriers. C'est grâce à cela que les premiers logements sociaux ont été créés, et la première clinique mutualiste a été créée dans les années 1905. C'est donc une institution que nous confortons.

Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix : contre ? Abstention ? Unanimité totale. Merci.

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. COUSQUER sort de séance.

4- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Lancement d'une étude de diagnostics d'immeubles et programmes de travaux à déclarer d'utilité publique sur un secteur délimité "Faubourg du Courreau-Cours Gambetta"

L'opération Grand Cœur a pour objectif la réhabilitation du parc immobilier de logements du quartier centre, grâce à diverses interventions en faveur de l'habitat ; elle vise également à créer les conditions favorables de ce réinvestissement immobilier patrimonial, par diverses actions en vue de l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain.

Sur le volet amélioration de l'habitat, l'opération Grand Cœur se traduit par la mise en œuvre de divers moyens et dispositifs réglementaires et opérationnels, dont il apparaît que la complémentarité permet d'intervenir de façon significative sur le parc de logements, en liant les problématiques de l'habitat, de la mixité sociale et de l'amélioration du cadre de vie.

Compte tenu des enjeux et objectifs de l'opération, et pour créer une réelle dynamique visible et susceptible d'avoir le plus grand effet d'entraînement, il est apparu indispensable d'intervenir sur certains périmètres et d'y concentrer les moyens mobilisés.

C'est le cas du secteur du Faubourg du Courreau qui a fait l'objet depuis 2004 de deux OPAH-RU (Opérations programmées d'amélioration de l'habitat – Renouvellement Urbain) de 2004 à 2015. Ces dispositifs permettent aux propriétaires occupants et bailleurs ainsi qu'aux copropriétés de mobiliser des subventions pour la réhabilitation de leur patrimoine et pourtant, depuis 2004, seuls 11 immeubles ont été concernés par des travaux et 6 logements ont fait l'objet d'une réhabilitation.

Afin de maintenir la lutte contre l'habitat indigne et d'inciter les propriétaires à réhabiliter leur patrimoine, et en cohérence avec les autres actions engagées, il est proposé de demander à la SAAM (Société d'aménagement de l'agglomération montpelliéraine) agissant dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, de mener une étude de diagnostic afin de définir les immeubles et logements qui au regard de leur état de vétusté, d'insalubrité, voire d'insécurité, devront faire l'objet d'un programme de travaux obligatoires, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral, après enquête publique.

En conséquence, vu les articles L313-4, L313-4-1 et R313-24 du code de l'urbanisme, vu les dossiers d'enquêtes publiques annexés, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le lancement de l'étude de diagnostic et d'élaboration des programmes de travaux pour les immeubles et logements qui le justifieront,
- d'approuver la délimitation du périmètre du secteur « Faubourg du Courreau - Cours Gambetta » correspondant à cette démarche, annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Alors, là aussi, on a posé la question lors d'une réunion publique hier soir. Si, Madame JAMET, vous aviez été présente pour la réunion pour les trois mimosas de la place Sainte-Anne, vous auriez pu constater que le débat ne s'est pas arrêté aux trois mimosas, mais a été élargi bien plus considérablement par l'ensemble des participants. Et notamment une question m'a été posée sur l'état de la rue du Courreau. Et j'ai expliqué à la personne qui m'a posé la question que nous passerions ce soir une délibération qui nous permettrait d'aller plus loin que ce que nous avons fait avec Grand Coeur. Avec Grand Coeur nous avons acheté certains fonds de commerce, certains bâtiments, certains appartements lorsqu'ils étaient à la vente par préemption et par accord à l'amiable. Là nous mettons en place un outil juridique qui nous permet d'intervenir de façon plus précise, plus forte dans un périmètre, par des déclarations d'utilité publique, pour nous permettre de lutter contre l'habitat insalubre, indécent et refabriquer progressivement le quartier de la rue du Courreau qui en a bien besoin. Madame JANNIN.

Mme Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, si vous le permettez je souhaiterais avoir un propos introductif pour les trois délibérations suivantes qui ont le point commun d'être des réponses concrètes et opérationnelles à la question de la réparation de notre centre-ville.

Faisant le constat d'une ville à deux vitesses avec d'un côté des quartiers neufs et de l'autre des quartiers existants laissés à l'abandon, nous avons proposé aux Montpelliérains de mettre en place une politique de réparation de la ville, ce que nous nous attelons à faire au quotidien. Cette politique de réparation concerne notamment son centre-ville qui est la vitrine de notre métropole et doit donc faire l'objet de toute notre attention, qu'il s'agisse de la pérennité commerciale, de la qualité des paysages urbains, de l'entretien des immeubles et de leurs façades, et in fine, de la qualité de vie qui y est donc proposée.

Dans le nouveau contexte métropolitain que nous connaissons aujourd'hui, le centre-ville de Montpellier doit être élargi, déployé à une échelle plus importante, c'est-à-dire au-delà des strictes limites de l'Ecusson. C'est pour cela que nous avons une attention toute particulière pour les faubourgs et rappelons que le centre-ville est, certes, une vitrine pour l'extérieur, mais c'est aussi avant tout le quartier de tous les Montpelliérains. Les trois délibérations que nous proposons ici témoignent d'actions concrètes et efficaces de mise en place de notre politique de réparation du centre-ville.

J'aborde la première délibération dont vous parliez sur la rue du faubourg du Courreau. La rue du faubourg du Courreau est un axe de renouvellement prioritaire porté dans le cadre de la mission Grand Coeur. Sur la question du logement et de la requalification des bâtiments, les mesures incitatives qui ont été mises en place depuis plusieurs années n'ont pas donné suffisamment de résultats.

Nous proposons donc dans cette délibération de renforcer nettement la lutte contre l'habitat indigne et d'inciter les propriétaires à réhabiliter leur patrimoine. Il est proposé, tout en gardant les mesures incitatives, de mettre en place des mesures, maintenant, plus contraignantes. Il est donc proposé de demander à la SAAM, dans le cadre de la concession d'aménagement nouveau Grand Cœur, de mener une étude de diagnostic afin de définir les immeubles et logements qui, au regard de leur état de vétusté et d'insalubrité voire d'insécurité, doivent faire l'objet d'un programme de travaux obligatoires à déclarer d'utilité publique par arrêté préfectoral après enquête publique.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

5- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération de dynamisation commerciale et artisanale dans le quartier Figuerolles (rue du Général Vincent)

En cohérence avec les Ateliers des métiers d'art, "pépinière" d'entreprises d'artisanat d'art, créé par la Ville boulevard de Bonnes Nouvelles, et pour compléter le circuit des métiers d'art comptant 7 boutiques dans le Nord Ecusson (ouverture début 2015), 7 nouveaux locaux vont être réhabilités, rue du Général Vincent dans le faubourg Figuerolles, afin d'être en mesure d'accueillir des artisans dans des conditions d'installation attractives.

Réalisée par la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine), dans le cadre de la concession Grand Cœur et intégrée à son bilan prévisionnel, cette opération vise à remettre sur le marché des locaux à vocation artisanale selon une orientation «commerces-ateliers». Il s'agit de recréer une activité économique par une présence artisanale dans un secteur de renouvellement urbain.

Cette opération entre également dans le cadre du Projet de rénovation urbaine du centre-ville de Montpellier (PRU Centre) bénéficiant ainsi de subventions de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) et de Montpellier Agglomération.

Comme pour les locaux de Nord Ecusson, il s'agit de locaux artisanaux « prêts à l'emploi », avec un aménagement « optimal » eu égard aux spécificités d'exploitation des artisans. Les locataires n'auront (contrairement à des locaux commerciaux) aucune dépense d'aménagement ou de mise aux normes à réaliser (aménagements pour personnes à mobilité réduite, vitrines, électricité,...).

Les locaux ont à ce jour été acquis par l'aménageur, les travaux vont être engagés (ravalement de façades, réfection des parties communes, travaux d'aménagement intérieur). L'objectif est de réaliser la commercialisation de ces locaux au cours du second trimestre 2016.

Les artisans disposeront de la possibilité d'acquérir le local pour pérenniser leur implantation. Le prix de cession sera calculé sur la base d'un remboursement mensuel (prêt sur 15 ans, taux de 3,5%) équivalent au loyer mensuel qu'ils paieront dans un premier temps.

Les candidatures seront instruites sur la base d'un dossier à retirer à la Mission Grand Cœur, et les critères de choix témoigneront du savoir-faire, de la pérennité de l'activité et de la capacité économique. A terme, les locaux seront attribués sur décision de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de confirmer le montage de cette opération de dynamisation commerciale dans le quartier Figuerolles et son calendrier,
- d'approuver les critères et la méthode de sélection des candidats à la location puis à l'acquisition de ces locaux,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

6- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Avenant de prolongation d'un an de la convention de suivi de la tranche 1 du dossier " FISAC " (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce).

Par délibération en date du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le dépôt de la demande de subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), géré par le ministère du commerce et de l'artisanat, afin de conduire un programme d'actions en faveur du développement du cœur marchand.

Par délibération en date du 29 mars 2010, le Conseil municipal a validé la sollicitation auprès du FISAC d'une subvention pour l'ensemble du programme partenarial, ainsi que le lancement de la tranche 1. Le coût total prévisionnel de cette tranche s'élève à 1.236.354 € HT, pour laquelle il a été sollicité une subvention de 232.264 €.

En date du 26 octobre 2011, la décision n°11-0135 d'attribution de subvention du FISAC a accordé à la Ville de Montpellier, pour cette tranche, une subvention d'un montant de 193.509€ se répartissant comme suit :

- une subvention de fonctionnement de 53.859 € pour les actions suivantes :
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures : 2500 €
 - o signalétique des commerces : 7500 €
 - o étude halles et marchés : 5000 €
 - o chèque promotionnel déplacement : 37621 €
 - o guide pratique : 1238 €
- une subvention d'investissement de 139.650 € pour les actions suivantes :
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures (études préalables) : 16250 €
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures (travaux) : 113334 €
 - o signalétique interactive : 3345 €
 - o jalonnement dynamique des parkings : 6721 €

Ce programme d'actions ainsi que les montants ont fait l'objet d'une convention de suivi (pièce annexe n°1), validée par le Conseil municipal en date du 24 juillet 2014, et co-signée par M. le Maire de la Ville de Montpellier et le représentant local du ministère du commerce et de l'artisanat (la Direccte) le 18 septembre 2014.

A la suite de la signature de cette convention, la Direccte a procédé au versement, courant octobre 2014, de l'acompte de la subvention tel que mentionné dans la convention de suivi.

En termes de bilan, la majorité des opérations cofinancées dans le cadre de cette opération ont été ou sont sur le point d'être clôturées (étude halles et marché, guides pratique et d'accessibilité au centre-ville, jalonnement dynamique des parkings). L'action relative à la signalétique interactive des commerces a été supprimée, et l'action chèques promotionnels-déplacements est encore active à ce jour.

Cependant, le bilan 2012-2014 relatif au « dispositif d'aide à la requalification des devantures commerciales » s'avère décevant. En effet, durant cette période, seulement six commerçants ont pu requalifier leur devanture grâce aux subventions de la Ville et du Fisac. Au regard de ce constat, de nouvelles mesures sont à l'étude pour améliorer et relancer cette action.

Pour engager cette relance dans de bonnes conditions et en conservant l'aide actuelle du Fisac, il est soumis au présent avis du Conseil municipal, après acceptation de la Direccte, de solliciter la signature d'un avenant à la convention de suivi pour la prolonger d'une année, reportant sa date d'échéance au mois d'octobre 2015.

En conséquence il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant de prolongation (pièce annexe n°2) de la convention de suivi pour le financement de la tranche 1 du Fisac ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tout autre document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. MARTIN (avec la procuration de M. DELAFOSSE) et M. MAJDOUL sortent de séance.

7- Stationnement sur voirie

Mise en œuvre du paiement à distance

La Ville de Montpellier a souhaité équiper l'ensemble de ses fonctionnaires relevant de la filière sécurité du nouveau système de verbalisation par voie électronique.

Ce dispositif agréé par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) a pour vocation de sécuriser l'ensemble de la procédure dédiée à la gestion des procès-verbaux.

Il introduira la mise en place d'un nouveau moyen de paiement dans la gestion du stationnement sur voirie et apportera de nouvelles facilités au bénéfice des usagers.

En effet, ces derniers pourront désormais s'acquitter par internet, téléphone fixe ou mobile de leur redevance ou abonnement à distance. Les déplacements à l'horodateur ne seront donc plus indispensables.

En outre, il permettra à chaque usager de s'acquitter de manière précise du règlement du temps de stationnement souhaité,

Il conduira à terme, à la disparition partielle du ticket de stationnement car le contrôle traditionnellement assuré par les Agents de Surveillance de la Voie Publique, s'organisera de manière dématérialisée par l'interrogation d'une base centrale de paiement à partir des terminaux de chaque agent verbalisateur.

Dans cette perspective, il a proposé aux différentes catégories d'abonnés du stationnement de bénéficier de ces nouvelles prestations en remplacement des modes de paiements existants (parcmètre individuel embarqué, carte oxygène résident, carte à gratter). Pour ce faire, le remboursement des formules de paiement en cours et/ou du matériel mis à leur disposition pourra s'organiser dans les conditions suivantes :

- **Pour les parcmètres individuels** : remboursement du matériel à hauteur de 20 € et du solde non utilisé ;
- **Pour la carte Oxygène résident** : remboursement du solde non utilisé ;
 - o Remboursement plafonné à 15 € pour les cartes défectueuses et pour lesquelles le solde n'est pas lisible ;
- **Pour les cartes à gratter** : remboursement du coût de deux cartes maximum.

La gestion de ces demandes de remboursement usagers sera assurée dans le cadre de l'actuel marché de gestion du stationnement sur voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le dispositif de remboursement proposé ;
- d'autoriser les remboursements sur les crédits inscrits au BP 2015 (nature 678/928 LC 11732) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme Marie-Hélène SANTARELLI : Mesdames, Messieurs, chers collègues. Dès le 2 février prochain les fonctionnaires municipaux relevant de la filière sécurité seront équipés du nouveau système de verbalisation par voie électronique. Ce dispositif va permettre la mise en place du paiement dématérialisé des droits de stationnement. Ainsi, il sera possible de régler le stationnement de son véhicule par internet, téléphone fixe ou téléphone mobile. Chaque usager pourra choisir le temps de stationnement en amont, mais également en cours de stationnement pour l'ajuster au temps souhaité.

Cette qualité de service sera accessible à tous les usages occasionnels ou aux abonnés résidents qui pourront de leur domicile payer leur abonnement pour la durée souhaitée. Pour cela, un dispositif de remboursement des moyens existants leur sera proposé afin d'accompagner le changement de formule.

Je vous remercie.

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

M. MARTIN (avec la procuration de M. DELAFOSSE) et M. COUSQUER entrent en séance.

Mme KNAPNOUGEL sort de la séance.

8- Modification de la carte scolaire à la rentrée de septembre 2015

L'article 80 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales impose au Maire de soumettre au Conseil Municipal les modifications concernant la carte scolaire.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, désormais sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré.

Des modifications de la carte scolaire doivent être opérées pour la rentrée 2015 sur deux quartiers :

Port-Marianne sud

Après l'ouverture de l'école primaire Michel de l'Hospital en 2007 et de l'école primaire Chengdu, en septembre 2013, une 3^e école primaire André Malraux ouvrira en septembre 2015. Il est donc nécessaire de procéder à des ajustements sur la carte scolaire, afin d'équilibrer les effectifs dans les 3 écoles situées dans le quartier.

Cette école ouvrira partiellement dès la rentrée de septembre 2015 et accueillera tous les niveaux scolaires, de la petite section au CM2.

Ce rééquilibrage induira un transfert de classes vers l'école André Malraux depuis ses voisines, Michel de l'Hospital et Chengdu. Ainsi ces deux écoles récupéreront l'usage de certains locaux (salle de psychomotricité, salle informatique...), aujourd'hui utilisés en salle de classe, au bénéfice des élèves.

Madame la Directrice académique des services de l'Education nationale est informée de ces modifications qu'elle pourra accompagner, le moment venu, des évolutions de postes d'enseignants nécessaires.

Le périmètre de l'école Malraux intègrera une partie des logements livrés dans la ZAC Port Marianne et modifie le zonage actuel des écoles primaires Michel de l'Hospital et Chengdu.

Malbosc

Dans un souci constant de meilleure répartition des effectifs scolaires et de mixité sociale, le périmètre de l'école primaire François Mitterrand intègre désormais des rues précédemment rattachées au secteur nord des écoles Yourcenar/Rabelais.

Il est à noter que ces modifications de secteur ont été présentées aux parents d'élèves élus des groupes scolaires concernés.

Considérant :

- que le redécoupage des périmètres scolaires s'impose dans deux secteurs : **Port Marianne** et **Malbosc** afin de rééquilibrer les effectifs scolaires.
- que l'ouverture de l'école primaire André Malraux en septembre 2015 nécessite la création d'un périmètre scolaire propre à cette école
- que le secteur de Malbosc nécessite un redécoupage des périmètres scolaires des écoles Yourcenar/Rabelais et Mitterrand pour une meilleure répartition des effectifs scolaires,

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider les nouveaux secteurs scolaires présentés qui entreront en vigueur à la rentrée de septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut à Madame l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme Isabelle MARSALA : Je vous remercie. Monsieur le Maire, mesdames, messieurs. Il faut savoir que pour répartir de façon équitable les élèves dans les écoles, la ville est découpée par secteur et cela s'appelle la carte scolaire. Pour la rentrée 2015, nous avons besoin de deux modifications de cette carte scolaire sur deux quartiers :

- A Port Marianne, actuellement, nous avons deux écoles Michel de L'Hospital et Chengdu. En septembre 2015 ouvrira une troisième école Malraux, donc logiquement nous avons besoin de répartir les habitats sur ces trois écoles pour que les trois écoles soient pleines de manière naturelle et logique.

- Deuxièmement, sur le quartier Malbosc, nous avons trois écoles. Il n'y a pas de création, mais par contre nous nous sommes rendus compte que l'équilibrage n'était pas bon entre les écoles et nous l'avons retravaillé afin qu'il y ait un nombre de classes suffisantes et pas trop remplies dans les trois écoles. Voilà, c'est un principe qui est assez simple, que nous referons chaque année selon les créations d'appartements ou les mouvements ou les nouvelles créations d'écoles.

Nous avons bien entendu, avant de vous présenter ce projet, été sur le terrain. Nous avons concerté les personnels des écoles, les parents d'élève, le personnel aussi de la Ville qui travaille sur les écoles et nous avons pu affiner avec eux les modalités de ces changements. Nous avons rencontré vraiment des échanges extrêmement sereins.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

9- Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 270€

L'association concernée est:

MPT CHAMSON : BOSPHORE 270€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1975€.

Les associations concernées sont :

MPT CHAMSON : ARFR 110€

MPT RICOME : BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANE 55€

MPT GUILLERME : AURAL 110€

MPT CAMUS : COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE G SIMENON 105€

MPT PAUL EMILE VICTOR : Cie Intermezzo 110€, APIEU 385€

MPT VOLTAIRE : RECREA SON 110€, CIE INTERMEZZO 110€

MPT VILLON : UFOLEP 550€, MILJAM 330€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, c'était juste pour avoir quelques explications sur cette différenciation entre les conventions annuelles et ponctuelles et ensuite, pour savoir la cadence de la mise à disposition pour l'association Bosphore : est-ce que c'est mensuel, semestriel ? Et enfin, si on pouvait avoir un peu plus d'informations sur cette association Bosphore.

M. Gérard CASTRE : L'association Bosphore nous a demandé la salle pour une fois. Donc, on lui accorde comme pour toutes les autres associations, pour une fois. S'ils la redemandent une autre fois, il faudra qu'on établisse un cahier des charges et qu'on vérifie si elle rentre dans l'autorisation qui est faite aux autres.

M. Djamel BOUMAAZ : Alors pourquoi la mise à disposition est-elle annuelle ? Pourquoi ce n'est pas ponctuel ? Pourquoi la convention qui avait été signée avec l'association Bosphore ne mentionne pas une mise à disposition ponctuelle au lieu qu'elle soit annuelle. Si c'est juste une seule fois...

M. Gérard CASTRE : Parce qu'elle n'a pas l'activité telle qu'elle lui permette d'avoir plusieurs demandes à faire. Je suis ouvert, je reçois tout le monde dans la mesure où on vient me voir, où on m'explique clairement ce que l'on veut, je suis prêt à dire oui ou non. S'il y avait un problème avec Bosphore, qu'ils viennent me voir, il n'y a aucun problème, je pourrai décider sur place.

Mon bureau est ouvert à tout le monde. Quand il y a une association qui demande à me rencontrer, je les reçois, on discute ensemble, si ça rentre dans tout ce qui est fait pour toute autre association, il n'y a de passe-droit pour personne. C'est exactement la même chose que ce soit une association x, y ou z. Donc moi j'applique simplement un cahier des charges, c'est tout.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur CASTRE. Je mets aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Adoptée.

J'en profite pour ajouter une petite information liée à la délibération sur les Conseils de quartier. Le tirage au sort s'effectuera au mois d'avril et les citoyens étrangers pourront participer à tous les groupes de travail. Ça a été intégré dans d'autres cahiers des charges internes, pour une participation à toutes les commissions.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. MAJDOUL et Mme KNAPNOUGEL entrent en séance.

Mme SALOMON entre en séance (et récupère sa procuration).

10- Convention cadre Ville de Montpellier / Caf de l'Hérault / Conseil général / Adages, pour l'expérimentation d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (S.AF.I.)

L'avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 approuvé par Délibération du Conseil Municipal n°2014/401 du 02/10/14 a retenu le projet de création de 4 places au sein d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI), géré par l'association ADAGES, structure compétente dans le domaine de l'insertion.

Désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la Ville de Montpellier, la Caf, le Conseil général et l'association Adages ont décidé de signer une convention pour expérimenter un tel service.

Ce service a pour objectif de proposer aux enfants des familles bénéficiaires du Rsa qui sont en parcours d'insertion professionnelle, un accueil en crèche familiale pendant une durée temporaire de 3 mois, renouvelable une fois, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. La durée de ce dispositif expérimental court jusqu'au 31 décembre 2015. Puis, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, sa reconduction annuelle sera conditionnée à une évaluation favorable de la part du comité de pilotage constitué par la Ville, la CAF et le Conseil général.

Chacun des partenaires interviendra et accompagnera ces familles de la manière suivante :

- La Ville de Montpellier, conformément à l'avenant du n°2 du CEJ précité, s'engage à financer, d'une part, les 4 places du SAFI au moyen d'une prestation de service horaire et, d'autre part, une partie du poste de coordination au moyen d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement. La Ville s'engage également à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires, à concurrence de 1 place pour 20 places d'accueil, soit environ 60 places au total, dans la mesure de ses disponibilités.

Ce dispositif vient compléter celui qui a été mis en place dans le cadre du protocole d'accord signé entre la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault pour favoriser l'offre d'accueil des enfants des familles bénéficiaires du RSA en parcours d'insertion sociale ou professionnelle prévu par la Délibération du Conseil municipal n°2012/589 du 17/12/12.

-La Caf s'engage à la mise en œuvre et au pilotage du dispositif avec l'ensemble des différents partenaires et à accompagner financièrement le SAFI ainsi que la Ville de Montpellier à hauteur de 55% dans le cadre du CEJ.

-Le gGénéral s'engage également à la mise en œuvre et au pilotage du dispositif avec l'ensemble des différents partenaires et à financer le SAFI dans le cadre de l'Apres (Aide personnalisée pour le retour à l'emploi).

-L'association Adages s'engage à assurer et organiser l'activité du SAFI et à rendre compte de l'activité aux instances d'évaluation pour la validation et la poursuite de l'expérimentation.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention pour l'expérimentation d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI) signée entre la Ville de Montpellier, la Caf, le général et l'association Adages ;
- De prévoir la participation financière municipale du SAFI et d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 926.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à l'Enfance, à signer la convention ci-jointe, et tous les documents relatifs à cette affaire.

Mme Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'accompagner le projet de création de quatre places au sein d'un service d'accueil familial d'insertion, le SAFI, géré par l'association ADAGES. Ceci dans le cadre de l'avenant numéro deux au contrat enfance jeunesse en cours. Dans ce but, la Ville de Montpellier, la CAF, le Conseil général et l'association ADAGES ont décidé de signer une convention.

Ce service a pour objectif de proposer aux enfants des familles bénéficiaires du RSA, qui sont en parcours d'insertion professionnelle, un accueil en crèche familial pendant une durée temporaire de trois mois renouvelables une fois le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. La durée de ce dispositif expérimental court jusqu'au 31 décembre 2015. Puis dans le cadre du contrat enfance jeunesse 2015-2018, sa reconduction annuelle sera conditionnée à une évaluation favorable de la part du comité de pilotage constitué par la Ville, la CAF et le Conseil général.

La Ville de Montpellier, conformément à l'avenant numéro 2 du CEJ pré-cité, s'engage à financer d'une part les quatre places du SAFI au moyen d'une prestation de service horaire et d'autre part, une partie du

poste de coordination au moyen d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement. La Ville s'engage également à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires à concurrence d'une place pour 20 places d'accueil, soit environ 60 places au total dans la mesure de ses disponibilités. La CAF s'engage à la mise en œuvre du pilotage du dispositif avec l'ensemble des différents partenaires et accompagner financièrement le SAFI ainsi que la ville de Montpellier à hauteur de 55 % dans le cadre du CEJ. Le Conseil général lui s'engage également à la mise en œuvre et au pilotage du dispositif avec l'ensemble des différents partenaires et à financer le SAFI dans le cadre de l'APRE, aide personnalisée pour le retour à l'emploi. L'association ADAGES s'engage à assurer et à organiser l'activité du SAFI et à rendre compte de l'activité aux instances de l'évaluation pour la validation et la poursuite de l'expérimentation. Nous vous demandons donc d'approuver les termes de cette convention.

Mme Audrey LLEDO : Monsieur le Maire, mesdames et messieurs les conseillers, bonsoir. Je tiens à intervenir sur le point 10 mis à l'ordre du jour de notre Conseil intitulé convention-cadre ville, CAF Hérault, Conseil général, ADAGES pour l'expérimentation des services d'accueil familial d'insertion nommé SAFI.

Comme vous le savez, la famille et la nation sont à la base de notre société, aussi nous faut-il les soigner. La famille comme la nation sont des piliers de notre civilisation, nous avons d'ailleurs toujours eu une politique familiale dynamique et offensive présente dans notre programme. La défense de celle-ci, tout comme la promotion de la natalité donne l'assurance d'une grande stabilité et d'une grande permanence pour notre peuple et son avenir. Alors il était important pour moi d'intervenir sur ce point visant à proposer aux enfants des familles bénéficiaires du RSA, revenu de solidarité active, un accueil en crèche.

Comme il est précisé dans le document fourni, cet accueil pour une durée temporaire de trois mois renouvelables une fois, c'est-à-dire, pour une durée maximale de six mois. Nous nous sommes renseignés sur les délais d'attente pour obtenir une place en crèche à Montpellier qui sont, selon vos services, de huit mois à un an. Au vu de la réalité du marché du travail dans notre ville je doute sincèrement de la possibilité de trouver un emploi dans ces six mois et une place en crèche. Voici ma première question : comptez-vous réajuster cette période de prise en charge des bambins ? Et si ce n'est pas le cas, que vont pouvoir faire les familles de leurs enfants ? N'était-ce finalement pas un frein à l'obtention d'un nouvel emploi que d'avoir un nourrisson à charge sans possibilité de le faire garder plus longtemps par ce service d'accueil familial d'insertion et sans possibilité d'obtenir une place dans une crèche au regard des délais d'attente très importants ?

De plus, la Ville s'engage à la mobilisation des établissements municipaux pour obtenir les places nécessaires, soit une place réservée aux enfants bénéficiaires de ce SAFI pour 20 places d'accueil, ce qui donnerait un total de 60 places, enfin dans la mesure du possible, donc probablement un peu moins.

Créer des places par le biais de ce SAFI pour ces enfants c'est bien, mais êtes-vous sûrs de pouvoir mettre à disposition ces quelques places promises ? Trouvez-vous cela suffisant et que faites-vous pour les autres ? Il est aujourd'hui très difficile d'obtenir une place en crèche pour toutes les familles. Et comme je vous l'ai déjà dit, les délais d'attente sont extrêmement importants et les listes d'attentes elles aussi, celles-ci sont d'une moyenne de 70 candidatures en attente par crèche à Montpellier sans compter les candidatures des enfants qui ne sont même pas nés. La véritable problématique à Montpellier ce ne sont pas les places qui manquent, mais les crèches qui manquent.

Pour terminer, sachant qu'un couple ayant un enfant et bénéficiant du RSA, touche 714 €, je me demandais si une participation serait demandée à ces familles sachant que celles-ci seront probablement dans l'incapacité de pouvoir la régler, merci.

Mme Annie YAGUE : Tout d'abord, je vais répondre sur la problématique des places en crèche pour ces familles. Il ne s'agit pas de leur donner des places en crèche, dans le cas présent au SAFI, ce sont des assistantes maternelles qui seront dévolues entièrement au placement de ces enfants, pendant trois mois renouvelables une fois le temps que l'on trouve une solution dans les crèches que nous avons.

Nous avons pour cela réservé 60 places dans toutes les crèches de la ville et ces 60 places rendent ces candidatures prioritaires par rapport à d'autres demandes dans le cadre de ces 60 places réservées. Donc normalement on devrait trouver assez facilement une solution dans les trois à six mois pour ces enfants qui seront confiés dans un premier temps aux assistantes maternelles.

Ensuite, je pense que vous avez posé une question sur les crèches à Montpellier. Ce qu'il faut vous dire c'est que la ville de Montpellier est très, très bien lotie au niveau des crèches municipales. On a une politique de l'enfance qui est très active et elle se place actuellement en quatrième place sur toute la France. Quand on prend en considération la taille de la ville, je trouve que c'est quand même une très bonne place puisque notre taille correspond à la huitième ville de France. Donc en fait, on fait doublement mieux que notre place par rapport à la grandeur de la ville.

D'autre part, nous cherchons des solutions actuellement pour mailler plus finement la ville de Montpellier à travers des solutions innovantes sur lesquelles nous sommes en train de travailler, qui demanderont aux contribuables un moins grand effort. Et on va dispatcher dans toute la ville des places à travers des structures que nous sommes en train d'étudier en ce moment et qui s'appellent les MAM, ce sont des maisons d'assistantes maternelles. Et en ce moment nous travaillons sur ce projet. Dès que nous aurons concrétisé quelque chose de pérennisé, nous vous en ferons part bien volontiers.

Mme Audrey LLEDO : Non, mais c'est bien de répondre autour des questions, mais répondre aux questions, c'est mieux. Ce sont les questions que se posent les Montpelliérains tous les jours. Les parents attendent plus d'un an pour avoir une place en crèche et vous pensez qu'on est bien placé dans les classements des villes ? Mais que font-ils ces enfants ? On les laisse tous seuls à la maison ? On fait quoi ?

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés. Merci, Madame YAGUE.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

11- Conventions de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du service Relais d'Assistants Maternels « Antigone » et « Mosson »

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 966 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2 250 enfants. Ces relais ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial.

Le financement du poste d'animatrice de chaque RAM et du fonctionnement de ces relais est assumé à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil général dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite.

Arrivées à leur terme, il est proposé au Conseil municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement :

- du service Relais Assistants Maternels « Mosson » situé 476 avenue de Barcelone ;
- du service Relais Assistants Maternels « Antigone » situé 438 Boulevard Antigone.

Ces deux conventions seront reconduites expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de 4 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2019.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement des deux conventions jointes en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Mme Annie YAGUE : La ville de Montpellier compte actuellement six relais d'assistantes maternelles qui regroupent plus de 966 assistantes maternelles indépendantes qui constituent également une offre importante pour la ville, je le souligne. Vous avez parlé des places en crèche tout à l'heure, mais les 966 assistantes maternelles représentent plus de 2 000 places à Montpellier. Et nous les soutenons à travers justement la création de ces relais d'assistantes maternelles. Ça, c'est pour la petite histoire.

Elles offrent une capacité d'accueil pour environ 2 250 enfants. Ces relais ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial. Le financement du poste d'animatrice de chaque RAM et du fonctionnement de ces relais est assumé à la fois par la Ville, la Caisse d'allocations familiales et le Conseil général dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite. Aujourd'hui, nous vous proposons de reconduire cette convention.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

12- Lieux culturels
Attribution de subventions
à l'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée
Convention de partenariat
Exercice 2015

L'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée porte depuis quinze ans la même ambition : être un lieu ouvert à la diversité culturelle, à tous les publics, être un tremplin unique pour la création et la diffusion de spectacles vivants, un lieu de résidence d'artistes, d'accueil des écoles, de collaborations étroites avec les Maisons Pour Tous du quartier et, au-delà, un centre de découverte du spectacle et de son univers. Ce lieu est accessible aux montpelliérains et en particulier aux habitants du quartier Figuerolles dans lequel le théâtre est implanté.

Sur la saison 2013/2014 le théâtre a accueilli 19 631 spectateurs, pour les spectacles tout publics et jeune public dont 3 292 spectateurs sur le « Pass Vista ». 80% des spectacles présentés étaient des créations. La programmation du lieu s'articule autour de spectacles tout public et spectacles jeune public. Le lieu comprend ; une salle de spectacle et deux salles indépendantes mises à disposition pour des résidences, des répétitions, des stages et des ateliers. 12 compagnies ont été accueillies en résidence sur une durée de 356 jours. L'équipe comprend 6 salariés permanents sur différents temps de présence.

Ce lieu, totalement intégré dans la friche artistique de la cour Vergne, contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes.

Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le théâtre La Vista développe également à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du

lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente-quatre structures socio-éducatives. Ainsi, grâce à la carte Vista, les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée a sollicité une subvention de 60 000 euros en fonctionnement et une subvention de 18 000 euros en projet.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2013 et du budget Prévisionnel 2015 de l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée.

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges	CR 2013	BP 2015	Produits	CR 2013	BP 2015
Achats	12 925	16 700	Marge brute / Ventes	53 815	72 000
Services extérieurs	21 005	25 450	Autres produits	6 001	-
Autres services extérieurs	28 019	23 550			
Salaires et charges	166 353	157 800	Subventions		
Impôts et Taxes	2 478	2 400	DRAC et Préfecture	17 500	18 000
Dotations amortissements	14 393	7 300	Ville	65 000	88 400
Autres charges	-581	47 700	Région LR	33 000	36 000
-	-	-	Conseil Général	19 500	19 500
-	-	-	Préfecture ACSE	8 000	9 000
-	-	-	CAF	3 000	4 000
-	-	-	- TVA s/ Subventions	-22 653	- 700
-	-	-	Produits de gestion courante	2 717	400
-	-	-	Transferts de charges	33 086	24 100
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	15 120	9 500
Total	244 601	280 200	Total	234 086	280 200
			Bénéfice	-10 515	

En considération il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 12 500 euros pour son fonctionnement et de 3 750 euros pour le dispositif « Pass Vista » et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget étant également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	F	12 500 €
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	P	3 750 €
		TOTAL	16 250 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 16 250 euros, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, Chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. Les trois prochaines affaires concernent des attributions de subventions et surtout des avances sur les subventions puisque les arbitrages n'ont pas encore été effectués.

La première c'est l'affaire 12 qui concerne l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée. La Vista, c'est un théâtre. Un théâtre qui se trouve depuis 15 ans situé dans la Chapelle Gély, donc au cœur du secteur du quartier Figuerolles. C'est un lieu qui compte une salle de théâtre et de deux salles de répétition. Donc c'est un lieu où les compagnies et les artistes sont en résidence, où ils créent. C'est également un lieu qui présente des spectacles au jeune public dans l'après-midi. 80 % des spectacles présentés sont des spectacles créés à La Vista.

Aujourd'hui ce sont 20 000 spectateurs, l'année dernière on a eu 20 000 spectateurs dont 3 300 pour le passe Vista. Alors le Pass Vista, qu'est-ce que c'est ? Le Pass Vista, c'est un dispositif à tarif social qui permet aux habitants aux revenus modestes d'avoir un prix de billet défiant toute concurrence, à savoir 2 euros, ce qui favorise l'accès à la culture dans ce quartier de Figuerolles souvent défavorisé. Donc ce que nous proposons c'est une subvention de 12 500 euros en fonctionnement assorti d'une subvention de 3 750 euros pour le passe Vista.

Mme Françoise BONNET : Monsieur le Maire, chers conseillers. Je suis un peu surprise du peu de subvention donné au théâtre de la Vista par rapport aux autres subventions qui étaient données l'an passé et l'année d'avant. Donc je voudrais...

Monsieur le Maire : C'est une avance.

Mme Françoise BONNET : C'est une avance ? Et comment peut-on savoir juste...

Monsieur le Maire : On n'a pas voté le budget, Madame BONNET. On le vote en mars donc en attendant on fait une avance sur le budget.

Mme Françoise BONNET : D'accord, donc on ne peut pas savoir, le théâtre ne peut pas savoir combien il aura de subventions ?

Monsieur le Maire : Le théâtre, ce sont des amis, ils le savent parfaitement.

Mme Françoise BONNET : D'accord.

Monsieur le Maire : Mais on n'a pas voté le budget. Donc, comme on ne veut pas les laisser dans le « wild », on leur donne une avance pour qu'ils puissent fonctionner.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

13- Lieux culturels

Attribution d'une subvention à l'association Music Events

Convention de partenariat

Exercice 2015

L'association Music Events gère un lieu de fabrique culturelle en lien étroit avec la population gitane du quartier : La Chapelle Gély, une ancienne chapelle désacralisée implantée au cœur de la cité Gély.

Ce lieu de plus de 1000 m² a été acheté par la Ville au diocèse en 2007 pour un montant de 90 000 € et de 2007 à 2010 divers travaux ont été effectués pour un montant de 750 000 €.

Les locaux ont été mis à disposition de l'association Music Events à titre gracieux. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 44 550 €.

La Chapelle Gély expérimente, depuis plusieurs années des configurations, des contenus servant la mise en lien entre spectateurs et artistes, habitants et lieu artistique d'avant-garde.

Elle développe de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée, la culture en lien avec son territoire et sa population étant un levier essentiel pour changer les comportements, pour dépasser les clivages et cultiver la mixité des cultures et le respect des différences.

Depuis le 1^{er} août 2014, l'association s'est dotée d'un nouveau bureau dont le principal objectif est de faire évoluer le projet tant dans son contenu artistique que dans son implication dans le territoire. Sous la présidence de Pierre Deniset et sous la direction artistique d'Etienne Schwarcz, le nouveau projet artistique de la Chapelle Gély s'inscrit sur une durée de 4 ans de 2013 à 2017.

La Chapelle Gély met le corps au centre de ses expériences artistiques et humaines, le "corps" comme outil, un paysage et un réceptacle pour celui qui imagine mais aussi celui qui est là et qui vit un moment construit et partagé. Le spectacle est alors partagé au cœur d'un espace, les spectateurs construisent avec les créateurs l'événement, ce moment de vie engagé, ce temps inventé ensemble. La Chapelle s'inscrit dans un territoire qui doit inspirer une façon de concevoir et de créer.

Le lieu articule ses actions autour de 3 pôles :

- Musiques nomades
- Écritures sonores contemporaines
- Écritures numériques

Ces 3 pôles déclinent 3 projets de transmission :

- Projets éducatifs
- « Taktik » : projet éducatif innovant
- Projets de territoires

Pour mettre en œuvre ce projet, l'association Music Events qui emploie 9 salariés représentant 4 Équivalents Temps-Plein initie et accompagne différentes activités qui ont pour objectif de « dé-ghettoïser » ce quartier classé Zone Urbaine Sensible depuis 2009.

Elle mène également de manière importante des actions de médiation culturelle éducative portant sur l'environnement et la revalorisation des espaces verts en lien direct avec la population du quartier et des élèves de l'école primaire Frédéric Bazille et du collège Font-Carrade. En mobilisant les enfants du quartier il s'agit de lutter contre le vandalisme et de responsabiliser les habitants.

Considérant que les activités de l'association Music Events développées à La Chapelle Gély s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle d'intégration de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Music Events une subvention pour le fonctionnement d'un montant de 20 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2015 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Music Events.

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2015		CR 2013	BP 2015
Achats	40 422	96 200	Produits exploitation	23 912	32 750

Services extérieurs	44 120	38 550	Subventions	167 888	272 850
Impôts et Taxes	4 194	7 300	<i>DRAC</i>	-	- 10 000
Salaires et charges	139 447	161 050	<i>Contrat de Ville</i>	-	5 700
Autres Charges	2 936	13 500	<i>Ville</i>	125 000	149 000
Charges de gestion	-	-	<i>Région</i>	17 488	21 000
Dotations aux amortissements	2 853	-	<i>CG34</i>	15 200	26 200
Charges exceptionnelles	18 018	-	<i>Agglo</i>	10 000	20 000
-	-	-	<i>Réserve parlementaire</i>		6 700
			<i>Caf</i>		5 000
			Autres subventions (fonds européens, Sacem, fondations, ASP CAE CUI et ASP Service Civique)		40 250
-	-	-	Autres financements		
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	1 747	-
Total	252 350	361 600	Total	197 186	316 600
Déficit :			-	-55 164	-

Contribution en nature

Mise à disposition des locaux Mairie « la Chapelle Gély » :
44 550 €

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2326	Music Events	F	20 000 €
	Total		20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus pour un montant de 20 000 euros, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Avez-vous des interventions à faire sur la Chapelle Gelly ? Je dois dire certaines choses parce que là je ne l'ai pas dit : on ne peut pas être les seuls financeurs. Et peu à peu les uns et les autres se retirent du projet. Donc voilà, je tiens à le porter à votre connaissance.

M. Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire ! Qui sont les autres qui se retirent ?

Monsieur le Maire : A mon sens, il y a le Conseil général.

M. Cédric de SAINT-JOUAN : C'est surtout la DRAC et la Région.

Monsieur le Maire : La Région et la DRAC ne souhaitent plus apporter tout leur soutien. Parce que le Conseil général au début intervenait sur son enveloppe culture. Là, il intervient sur l'enveloppe du conseil rural du secteur. Sur Music Events, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions, adoptée.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

14- Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Cœur de Livres

Exercice 2015

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion, d'organiser avec ces libraires des actions collectives de valorisation du rôle de ces acteurs essentiels de la chaîne du livre, de permettre la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre. Ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour de la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités – hors littératures étrangères invitées – par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ; surtout, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de la valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Elle est, à ce titre, une interlocutrice régulière du Centre National du Livre et de Languedoc-Roussillon Livre et Lecture, future Agence Régionale du Livre, de la Médiathèque départementale, du réseau des médiathèques de l'Agglomération. Elle bénéficie par ailleurs du soutien financier de l'État (Centre National du Livre + DRAC : 30 000 euros en 2014), de la Région Languedoc-Roussillon (44 545 euros en 2014) et du Conseil général (2 000 euros).

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier, elle participe à l'organisation et la programmation de la Comédie du Livre.

Cette dernière, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, consiste en trois jours de rencontres littéraires permettant au public de découvrir une littérature étrangère ; elle favorise la rencontre entre écrivains et lecteurs montpelliérains et met en valeur le réseau des librairies indépendantes qui maille le territoire de la ville ; elle offre des moments de découverte de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 30^{ème} édition se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures ibériques.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

Pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2015 à proposer au public montpelliérain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire des pays invités : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire des pays invités. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, la plupart du temps, par des enseignants de l'Université Montpellier 3.

Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 3000 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2015, autour des littératures ibériques, est le suivant :

- jeudi 22 janvier - autour de **Miguel de Cervantès** avec Olivier Weber (modération Jean-Marie Dinh)
- jeudi 26 février - autour de **José Saramago** avec Carmen Castillo (modération Dominique Aussenac)
- jeudi 26 mars - autour de **Luís de Camões** avec Sébastien Lapaque (modération Dominique Aussenac)
- jeudi 30 avril - autour de **Fernando Pessoa** avec Stanislas Grassian (modération Jean-Marie Dinh)
- vendredi 29 mai - autour de **Federico García Lorca** avec Serge Mestre (pendant la Comédie du livre - modération Dominique Aussenac)

Par ailleurs, l'association développe également à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possible : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires.

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association *Cœur de Livres* et ses projets.

Pour cela elle met gracieusement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une première demande de subvention de 80 000 euros pour son fonctionnement ; n° de dossier 002573.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2013 et du budget prévisionnel 2015
de l'association Cœur de Livres

Mise à disposition annuelle des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque : 15 000 euros.

Mise à disposition de la salle Pétrarque pour les 5 Rencontres Littéraires : 3 000 euros.

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges	CR 2013	BP 2015	Produits	CR 2013	BP 2015
Achats et services	101 598	113 509	Subventions	211 778	218 910
Salaires et Charges de personnel	106 219	105 200	<i>DRAC</i>	<i>4 000</i>	<i>11 000</i>
Impôts et Taxes	1 423	1 231	<i>CNL</i>	<i>22 000</i>	<i>22 000</i>
Autres Charges	4	80	<i>Ville</i>	<i>104 500</i>	<i>126 900</i>
Dotations amortissements	682	658	<i>Région</i>	<i>47 000</i>	<i>45 000</i>
Charges financières	43	3	<i>Agglomération</i>	-	0
Charges exceptionnelles	-	2	<i>Conseil général</i>	<i>2 000</i>	<i>2 000</i>
-	-	-	<i>Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)</i>	-	0
-	-	-	<i>Contrat aidé</i>	<i>14 889</i>	0
-	-	-	Autres partenaires	<i>17 389</i>	<i>12 010</i>
-	-	-	Cotisations	825	825
			Autres produits	74	1 773
Totaux	209 969	220 683	Totaux	212 677	220 983
Excédent :	2 707	-	Perte :		

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « La Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat durable avec la Ville ; considérant aussi son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre - qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association, par les actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville - *Rencontres littéraires, Escapades en librairie, Raconte moi le livre, Lectures de traverse* - contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé d'attribuer à l'association Cœur de Livres une première subvention au titre de l'exercice 2015 de 40 000 euros pour son fonctionnement et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe ainsi que le budget prévisionnel global 2015.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1876	Cœur de Livres	F	40 000 €
	TOTAL		40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;

- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 40 000 €;
d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. Cédric de SAINT-JOUAN : Cette année, évidemment, la Comédie du Livre fête son 30^{ème} anniversaire autour du thème "littérature ibérique." La Comédie du Livre aura lieu cette année les 29, 30 et 31 mai 2015. C'est un pilotage de la Ville, mais en partenariat très étroit avec les médiathèques et la métropole afin d'amplifier la résonnance de cet événement, l'un des plus grands salons du livre nationaux, l'un des cinq plus grands salons du livre nationaux.

L'association Cœur de Livres est une association qui regroupe les 11 libraires indépendantes afin de coordonner leurs actions pendant la comédie du livre et d'organiser d'autres actions en lien avec le livre et avec la lecture sur le territoire de la ville. C'est une association qui bénéficie du soutien financier de l'État à travers la DRAC notamment pour 30 000 € et de la Région Languedoc-Roussillon à la hauteur de 44 000 €. Elle bénéficie aussi du soutien du Conseil général à hauteur de 2000 €.

Ces actions pendant la Comédie du Livre correspondent à l'invitation des auteurs directement invités par les libraires hors littérature étrangère. Et c'est aussi l'occasion d'organiser cinq rencontres littéraires mensuelles, un site de rencontre autour d'auteurs des pays invités. La première de ces rencontres commence ce soir à la salle Pétrarque autour de Cervantès, Federico Garcia de Lorca et d'autres.

Cette association a également d'autres actions en dehors de la Comédie du Livre, notamment Au Cœur des Lectures pendant les journées du patrimoine, mais également des actions auprès des jeunes publiques et des écoles, à travers "Raconte-moi le livre". La troisième action, "Escapades en librairie", concerne des week-ends d'animation dans les librairies.

Les locaux qu'ils ont à disposition sont l'hôtel de Varennes, la place Pétrarque pour une valeur estimée de 15 000 €. Leur demande est de 80 000 € et nous commençons par une avance de 40 000 €.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

15- Projets et Structures

Attribution de subvention à l'association Illusion et Macadam

Exercice 2015

Illusion et Macadam est une association de mutualisation de compétences culturelles et d'accompagner à la structuration de projet artistique. Production et diffusion d'œuvres artistiques, production d'événements, information, ressource, ingénierie et conseil font partie de ses champs d'activités.

Pendant de nombreuses années elle a accompagné l'association « La méridionale des spectacles » pour la réalisation du Festival à 100%. C'est donc tout naturellement qu'elle s'est substituée dès 2014 à cette association quand il a été question de projeter ce festival vers une ambition et un professionnalisme renforcé. Dès 2014 elle est devenue le producteur du « Festival Tropisme ».

Un festival atypique qui propose une programmation originale s'appuyant sur des artistes émergents tant au plan national qu'international et procure aux artistes locaux une excellente visibilité artistique. Outre la musique on y retrouve des installations vidéo contemporaines, des expositions, des performances, des ateliers, des conférences, des expérimentations culinaires et des workshops.

Cette manifestation qui assume ses partis pris « un festival qui pose des questions sur demain » rencontre un véritable succès auprès du public montpelliérain parmi lequel les étudiants et les jeunes actifs tiennent une place importante.

L'édition 2015 se déroulera du 24 février au 23 mars 2015. La plupart de la programmation se déroulera à la Panacée qui deviendra ainsi le lieu repéré de la manifestation. Celle-ci proposera également à un large public de la musique au Rockstore, au Black Sheep, au HTH.

Des « talks » se dérouleront interrogeant les professionnels sur les transformations qui redéfinissent le secteur culturel, en faisant le lien entre les différents acteurs de l'innovation et d'une économie sociale et culturelle.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans la politique de la Ville en faveur des cultures urbaines et contemporaines, du développement des groupes musicaux et du soutien aux artistes émergents.

Après, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions en avance, en anticipant le vote du budget municipal, à une association au titre de son projet pour un montant de 40 000 €.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	Spectacle vivant - Musique		
4191	ILLUSION ET MACADAM	Projet	40 000 €
		TOTAL	40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de subvention à l'association Illusion et Macadam, sous réserve de signature de la convention type pour un projet;
- De prélever la somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour la manifestation pour un montant total de 40 000 €
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

M. Cédric de SAINT-JOUAN : Illusion Macadam est une association de conseil pour les associations, les entreprises et les collectivités en matière culturelle. Elle accompagne également tous ces acteurs dans la structuration de projets artistiques. Pendant des années, elle a suivi l'association la Méridionale des spectacles pour la réalisation du festival 100 %, un festival qu'elle a repris à son compte en 2014 et qui a été renommé le festival Tropisme. Le festival Tropisme c'est un festival atypique qui propose une programmation originale et mêlée à travers des musiques, des installations vidéo, des expositions, des performances, des ateliers, des conférences et même des expérimentations culinaires. L'objectif c'est de poser les questions sur ce que sera le monde de demain.

Cette édition 2015 se déroulera le 24 février au 23 mars à la Panacée et elle a vocation à relancer effectivement la programmation de la Panacée. Il y aura également d'autres événements de musique Rockstore, au Black Sheep, au HTH. Voilà, donc la subvention est une subvention projet, elle s'élève à 40 000 €.

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

16- Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Le Lait sur le feu pour l'accueil de jeunes adolescents au Cinéma Nestor Burma

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier a rouvert au public le cinéma municipal Nestor Burma, dans le quartier de Celleneuve. Labellisé art et essai et jeune public, Nestor Burma est avant tout un équipement culturel de proximité, attractif pour les habitants de l'ouest montpellierain.

Selon la volonté de la municipalité, le Cinéma Nestor Burma porte une action forte en faveur de l'éducation à l'image et la sensibilisation des jeunes à l'art cinématographique.

A ce titre, un partenariat est proposé avec l'association Le Lait sur le Feu, afin de mettre en œuvre le projet Traces, soutenu par le dispositif national Passeurs d'Images et dont l'objectif est de proposer un programme d'activités pour un groupe de jeunes adolescents résidant au sein du quartier du Petit Bard et de La Pergola, afin de les sensibiliser à la création cinématographique. Ils bénéficieront à la fois d'une analyse des films projetés et d'une initiation aux métiers du cinéma. Les jeunes seront identifiés et accompagnés par l'association ESSOR, très active sur ce territoire.

Ainsi, deux projections seront proposées au sein du Cinéma Nestor Burma, suivies de rencontres avec des professionnels du cinéma et encadrant une semaine d'ateliers de création qui se dérouleront au sein de la Médiathèque d'Agglomération William Shakespeare. Le court métrage qui sera réalisé par les jeunes cinéastes sera programmé en ouverture de la seconde séance, permettant une présentation de leur travail à leur famille et au public de la salle.

Dans le cadre de ce projet, il est proposé que le Cinéma Municipal Nestor Burma s'implique fortement en proposant de :

- prendre en charge les copies des deux films projetés ;
- mettre à disposition l'Espace Claude Chabrol pour une intervention auprès des jeunes, faisant suite à la première projection au Cinéma Nestor Burma ;
- accueillir la seconde intervention à l'issue de la séance, en salle avec l'ensemble des spectateurs du cinéma, à l'occasion d'une séance publique un dimanche après-midi ;
- diffuser le court métrage réalisé par les jeunes, en amont de la seconde projection, accompagnée d'une présentation conjointe avec l'association Essor ;
- proposer une tarification préférentielle à savoir pour la première projection : 2,70 € par enfant et la gratuité pour les accompagnants ; pour la seconde projection : une exonération par enfant puisqu'ils seront présents en tant qu'apprenti réalisateur ;
- proposer une tarification préférentielle pour les familles qui souhaiteraient participer à la seconde projection soit 2,70 € ;
- mettre à disposition 1 place gratuite par enfant à l'issue de la seconde projection.

Ces rencontres se dérouleront entre la fin du mois de janvier 2015 et le début du mois de mars, et devrait permettre à 12 jeunes de 8 à 12 ans de s'initier aux métiers du cinéma.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la tarification spéciale prévue par la convention pour la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

M. Cédric de SAINT-JOUAN : Nestor Burma, évidemment, comme tout le monde le sait, c'est un cinéma municipal dans le quartier de Celleneuve. C'est un cinéma labellisé "art et essai et jeune public."

L'association « Le lait sur le feu » propose un programme d'activité pour les jeunes des quartiers Pergola et Petit Bard. Ce sont des jeunes qui sont sélectionnés par l'association Essor, très active sur ce territoire. On leur propose deux projections avec analyse de film et surtout une initiation aux métiers du cinéma avec des ateliers qui dureront une semaine, animés par des professionnels du secteur. Ce sont donc 12 jeunes âgés de huit à 12 ans qui seront sélectionnés. La première rencontre a lieu fin janvier 2015, et la seconde début mars 2015.

C'est un projet qui est réalisé en collaboration avec la médiathèque de l'Agglomération, William Shakespeare. Voilà, donc on est dans le cinéma, j'en profite pour vous annoncer que la saison se fait à Nestor Burma, mais qu'on a une saison riche puisqu'on a le tournage du clip du rappeur marseillais Soprano à Malbosc ce mois-ci. On a un tournage de Josée DAYAN avec Gérard DEPARDEU qui sera fait en février à Leuilly. Et nous avons enfin une production "Promesses du feu" de France Télévisions qui sera tournée en mai.

M. Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire, tant qu'on parle de culture je voudrais revenir sur le quartier de Figuerolles. Vous savez qu'on y a inauguré une salle de boxe qui est en lisière et qui, je crois, fonctionne bien. On en avait parlé tous les deux en 2011 : derrière le centre commercial il y a 404 m², c'était la propriété d'ACM, et on avait parlé éventuellement de faire une extension pour des studios de musique. Est-ce que vous suivez ce dossier ? Est-ce que vous êtes au courant de ces locaux ?

Monsieur le Maire : Je ne connais pas le dossier.

M. Patrick VIGNAL : Je vous le ferai passer.

Mme France JAMET : Juste une question, puisque je veux rester dans le sujet, moi. Mais puisqu'on parle de cinéma Nestor Burma, etc., je pensais que vous auriez peut-être eu quelques paroles sur des actions en vue puisqu'il semblerait que le cinéma Royal qui était une institution, soit définitivement condamné ?

Monsieur le Maire : Vous savez c'est une affaire qui concerne le patrimoine privé, sur laquelle la Ville pourrait intervenir sous la forme de...

Mme France JAMET : Avec une incidence culturelle, avec une animation dans le grand cœur historique. Mais je ne vous dis pas forcément de verser des subventions, ce n'est pas dans mon truc, mais peut-être qu'il y aurait eu des solutions à trouver pour aménager le centre, pour sécuriser aussi quelquefois les sorties.

Monsieur le Maire : Notre volonté c'est de maintenir un cinéma dans le centre-ville. On aura l'occasion d'exprimer le projet que nous avons lors d'une séance ultérieure.

Mme France JAMET : Donc vous y avez pensé.

Monsieur le Maire : Vous verrez dans le cadre de la refabrication, de la reconstruction d'une ZAC complètement interne à la ville qui s'appelle la ZAC Pagezy, nous avons anticipé cela et nous sommes en discussion.

Mme France JAMET : Bon et donc le Royal est condamné ?

Monsieur le Maire : Le Royal est condamné, oui. Mais le cinéma n'est pas condamné.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

17- Remboursement au Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Hérault des frais engagés pour l'organisation des sélections professionnelles

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (loi « Sauvadet ») a mis en place un dispositif permettant à certains agents contractuels d'accéder à l'emploi titulaire par la voie de sélections professionnelles.

La Ville de Montpellier a fait le choix le plus favorable aux agents d'ouvrir l'ensemble des postes au titre de l'année 2013 afin de leur permettre de bénéficier au plus tôt de l'évolution de leur statut.

Toutefois la nomination était soumise, outre la sélection professionnelle, à l'aptitude physique.

L'un des agents pouvant accéder au cadre d'emplois d'auxiliaire de puériculture n'a pu être nommé en 2013 car ne remplissait pas cette condition. La Ville, par délibération du 17 février 2014, a ouvert un poste en 2014 pour lui permettre de se présenter à nouveau devant la commission de sélection professionnelle.

Par arrêté en date du 21 novembre 2014, Monsieur le Maire a en conséquence ouvert la session de sélection professionnelle pour le recrutement dans le grade d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe.

La commission d'évaluation professionnelle chargée d'auditionner le candidat est présidée par une personne qualifiée, désignée par le Président du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34).

La mission de la personne qualifiée ne s'inscrivant pas dans le cadre des missions obligatoires financées par la cotisation obligatoire des collectivités et établissements affiliés au CDG 34, la commune (l'établissement) organisateur de la sélection professionnelle doit rembourser au CDG 34 la rémunération et les frais de missions versés à la personne qualifiée.

Conformément à la délibération n° 2011-12-09-22 du 9 décembre 2011 du Conseil d'administration du CDG 34, la personne qualifiée président de la commission d'évaluation percevra, du CDG 34, une rémunération à la vacation selon le taux suivant :

* 15,66 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie C.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

D'autoriser, à l'issue de la session de sélection professionnelle le remboursement au CDG 34 de la rémunération et des frais de missions liés à l'organisation de la sélection professionnelle.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

18- Adhésion à la mission remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault

Les services de la Ville doivent régulièrement faire face aux absences temporaires (congé maternité par exemple) et parfois imprévues (congé maladie ou accident de travail notamment) d'agents municipaux. La priorité est donnée au remplacement de celles-ci par les moyens internes, ou par la mise en oeuvre d'une organisation temporaire permettant d'y pallier.

Toutefois il est dans certains cas indispensable pour la collectivité, afin de garantir le bon fonctionnement des services, et comme l'y autorise la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique territoriale, d'avoir recours à un remplacement temporaire par un agent non titulaire.

Le Centre de gestion de l'Hérault, en vertu de l'article 25 de la loi susvisée qui dispose que les centres de gestion «(...) peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent en vue d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.», propose une mission de remplacement qui a pour objectif de pallier ponctuellement les absences de personnel d'une collectivité territoriale en mettant à sa disposition des agents qualifiés pour une durée déterminée.

Aussi, afin d'optimiser les chances de pouvoir recourir à un profil adapté et qualifié pour assurer le remplacement indispensable de certaines absences, il est proposé d'adhérer par convention à cette mission de remplacement proposée par le CDG 34.

Il est à noter que dans ce cadre:

- La collectivité aura le choix pour chaque remplacement qu'elle souhaite effectuer de recourir au non à ce service (l'adhésion n'implique pas d'obligation de passer par ce biais pour tout remplacement qui serait mis en oeuvre)
- La collectivité n'a pas d'obligation de retenir l'un des candidats proposés par le CDG 34 même quand elle a décidé d'y faire appel pour un remplacement, et garde la faculté de recruter par ses propres moyens un candidat de son choix.

Dans les cas où la collectivité déciderait de recourir au service et de retenir l'un des candidats proposés par le CDG 34, ce dernier recruterait par contrat l'agent qui serait mis à disposition de la collectivité.

La collectivité rembourserait au CDG 34 le traitement brut chargé de l'agent, et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration ou d'hébergement accordés, et verserait au titre de participation aux frais de gestion de la convention une somme égale à 6 % des salaires bruts versés.

Il est conséquence proposé au Conseil Municipal:

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la mission de remplacement du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault telle que jointe en annexe;

D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

19- Renouvellement mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)

Le Groupement d'Intérêt public (GIP) pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier a été prorogé par délibération de son Assemblée Générale réunie le 27 août 2014 pour la période du 01/01/2015 au 31/12/2016.

Les missions principales du GIP sont pour cette nouvelle période:

- L'élaboration du nouveau contrat de ville en étroite liaison avec l'Agglomération, devenue Métropole au 1er janvier 2015 et l'ensemble des partenaires.
- L'accompagnement à la finalisation des trois projets de renouvellement urbain
- La production de connaissances sur les territoires
- L'organisation, la mise en œuvre et le suivi de l'appel à projets du Contrat de ville

Il est proposé de renouveler la mise à disposition auprès du GIP de deux agents à temps complet de catégorie C afin d'assurer :

- Le secrétariat, l'accueil et l'assistance à la direction pour la gestion du GIP
- Le secrétariat et le suivi administratif spécifique des dossiers suivis dans le cadre de l'appel à projet annuel CUCS

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition prendra fin le 31/12/2016. Le renouvellement de cette mise à disposition pourra être soumis à délibération.

Il est demandé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la mise à disposition auprès du GIP de deux agents de catégorie C à temps plein et ce jusqu'au 31/12/2016
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition.
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

20- Protection fonctionnelle des agents et élus de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de MONTPELLIER se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. YOUSSEF sort définitivement de la séance.

21- TARIFS 2015

Complément et précision

La Ville de Montpellier dans sa délibération du 18 décembre 2014 a validé une évolution de 0% des tarifs du stationnement voirie. Cette mesure traduit un volontarisme de l'équipe municipale en terme de modération tarifaire.

De plus, afin de moderniser le paiement du stationnement sur voirie aux usagers, la Ville déploiera en 2015 le paiement dématérialisé (via Pay by Phone). Ce nouveau système de paiement du stationnement sur voirie permettra aux usagers de bénéficier du confort, s'ils le souhaitent, de régler leur stationnement via leur mobile. Ce service de base se fait à coût constant pour l'utilisateur.

Les usagers faisant le choix d'utiliser ce service à valeur ajoutée pourront optionnellement demander un service supplémentaire qui consiste en l'envoi d'un SMS d'alerte avant la fin du temps de stationnement programmé.

Le tarif de ce service optionnel est :

Service optionnel	Tarif TTC 2015
Envoi d'un SMS pour prévenir de la fin du temps de stationnement programmé	0.15 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le tarif proposé.
- De préciser que celui-ci sera applicable dès que la présente délibération sera exécutoire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

M. Max LEVITA : Ma collègue Madame SANTARELLI a exposé précédemment le système qui va être mis en place. Et les questions qui m'ont été posées en commission m'ont obligé à expliciter ce projet d'une manière complète. Donc mes chers collègues je vais être beaucoup plus long que vous.

A partir du 2 février, vous aurez la possibilité premièrement d'aller vous inscrire auprès de la TAM pour pouvoir utiliser le service, à savoir de payer votre place de parking par téléphone, fixe ou Smartphone ou autres moyens. Vous arriverez, une fois que vous serez donc connus des services de la TAM. Première opération.

Deuxième opération, vous allez vous garer et vous louez votre place pour un temps déterminé à l'avance. Vous choisissez, je ne sais pas, mettons une heure. Vous vous apercevez que vous ne serez pas sur les temps ou alors premièrement vous risquez de dépasser ce temps donc vous pouvez demander un service, c'est sur le long terme, qui permettra de vous prévenir un quart d'heure avant que votre temps va être écoulé. Et ce coup de téléphone que vous allez passer aux services de la ville nécessite pour nous de mettre un tarif. C'est ce tarif que je vous propose mes chers collègues et qui est de 15 centimes.

Ai-je été clair ? Merci. Je suis un spécialiste. Monsieur EL KANDOUSSI, je suis un bon commercial. Vous pouvez m'embaucher.

Mme France JAMET : Oui, on en avait déjà parlé pendant la commission de finances. Bon, je réitère, effectivement j'en profite, en tout cas, vous ne m'avez pas convaincue.

D'abord, sur ce principe même, je vous l'avait dit, c'est-à-dire qu'on va sanctionner, réprimer un acte qui n'est pas encore contrevenant, c'est-à-dire que vous n'êtes pas encore... Il vous reste un quart d'heure, vous payez 15 centimes de votre poche pour qu'on vous dise que bientôt vous allez être contrevenant. Vous trouvez que c'est normal, moi je ne trouve pas ça normal. D'autant que je pense que c'est une méthode restrictive, je ne l'ai pas dit tout à l'heure, mais la dématérialisation des procès-verbaux me semble très aléatoire. Je trouve que c'est quand même assez dangereux.

Deuxième point, je pense que cette politique globale, même si vous pensez qu'elle n'est pas suffisante, n'est pas encourageante, en tout cas ne peut pas inciter forcément les gens à garer leur voiture et à prendre les transports en commun, etc., je pense que je vous l'ai dit, pas assez peut être. On paie trop d'impôts, il y a trop de taxes, les tarifs sont trop élevés. Et là sur un principe sur lequel on ne déroge jamais au niveau du Front National, c'est-à-dire que ce sont toujours les automobilistes qui sont des vaches à lait. Voilà, je veux dire c'est là-dessus, c'est sur eux, l'essence, la TICPE, les parkings. Oui, mais ça, vous avez les moyens c'est bien. Simplement en général, quand on prend sa voiture et quand on va en ville c'est qu'on est obligé de le faire sinon il faut être fou. Et si on est obligé de le faire et qu'on paie le tarif et en plus le processus qui est en train de se mettre en marche. Donc nous sommes résolument contre et je tiens à le dire très solennellement encore une fois.

M. Max LEVITA : Attendez, c'est un service qui est proposé. Ce service, vous le prenez ou vous ne le prenez pas !

Mme France JAMET : Mais non, mais vous devriez engager les gens, vous devriez le faire gratuitement au moins.

M. Max LEVITA : Vous pouvez payer votre parking comme précédemment et vous ne voulez pas être prévenu, vous ne serez pas prévenu, voilà, c'est simple. C'est un service.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

22- Attributions de subventions - Exercice 2015

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6031	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE VICTOR HUGO	Classes découvertes	CLASSE DE NEIGE	6 670 €
6002	USEP MALBOSC (ECOLE RABELAIS)	Classes découvertes	CLASSE DE NEIGE	5 750 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	SEJOUR DECOUVERTE A RODEZ	1 980 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	MULTIPLE FACETTES DU PATRIMOINE	936 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	CLASSE EQUESTRE	2 430 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Offres culturelles	DANSE AUTOUR DES OEUVRES DE SOULAGES	480 €
525	ASSOCIATION ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD- SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	Classes découvertes	CLASSE VERTE	8 000 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Classes découvertes		134 023 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Offres culturelles		49 284 €
5608	OCCE YOURCENAR	Projet	ACHATS VELOS, TRICYCLES...	1 960 €
5272	OCCE ECOLE TERESA	Projet	FRUIT A LA RECRE	1 440 €
TOTAL				212 953 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, fonction 922

Dans le cadre de la culture :

Code	Structure	Type	Montant
4527	INSTITUT EURO-MEDITERRANEEN UNIVERSITAIRE MAIMONIDE	Fonctionnement	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

Dans le cadre de partenariats :

Afin de permettre à certains de nos partenaires d'assurer la continuité de leurs activités et le financement de leurs charges de personnel, il est proposé de leur attribuer une première subvention pour l'exercice 2015.

Code	Structure	Type	Montant
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement	25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, fonction 920

4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	47 500 €
------	--	----------------	----------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 13256, nature 6574, fonction 920

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus, pour un montant de 305 453 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

23- Utilisation de la plateforme OpenData de Montpellier Méditerranée Métropole

La Ville de Montpellier a ouvert son portail de Données Ouvertes (Open Data) en Juin 2011 ; ce site publie à ce jour plus de 113 jeux de données relatives à l'espace public, aux infrastructures, aux services et aux décisions municipales.

L'agglomération de Montpellier a pour sa part ouvert une plateforme OpenData en Juillet 2012, qu'elle met à disposition des communes membres.

Afin de garantir la cohérence des données disponibles sur le territoire, la ville souhaite proposer l'accès à ses données par le biais de cette plateforme.

La convention proposée établit les conditions d'utilisation par la Ville de Montpellier de la plateforme Open Data de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé au conseil municipal :

- de donner son accord sur l'utilisation par la Ville de Montpellier de la plateforme Open Data de Montpellier Méditerranée Métropole,

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire avec la collectivité susnommée.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

24- Convention de servitudes au profit d'ERDF - Extension EFFIA STATIONNEMENT -parking Marché aux Fleurs - Place des Martyrs de la Résistance

Dans le cadre de l'aménagement du réseau existant, E.R.D.F. (Electricité Réseau Distribution France) doit restructurer le réseau électrique.

Ces travaux amènent à envisager le passage d'un câble réseau en souterrain, ainsi que la pose d'un coffret de sectionnement afin d'alimenter le futur tarif jaune prévu au niveau -3 du parking du Marché aux Fleurs.

Par conséquent, E.R.D.F. propose à la Ville une convention de servitudes.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société E.R.D.F., à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitudes avec E.R.D.F. pour la propriété située place des Martyrs de la Résistance, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société E.R.D.F., à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

25- Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier- Montpellier Méditerranée Métropole – Centre Communal d'Action Sociale Marché de communication institutionnelle

Par décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation entraîne un important transfert de compétences notamment en matière de voirie, d'espaces publics dédiés et de politique de la ville et d'urbanisme. Elle renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, notamment concernant la Ville Centre.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication entre la ville de Montpellier et la Métropole.

Il est donc souhaitable, dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financière mais aussi de lisibilité et de cohérence des actions de communication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché de communication institutionnelle.

Il est également souhaitable de prévoir la participation à ce groupement du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, établissement public communal en charge de l'action sociale, afin notamment de faciliter la complémentarité des actions de communication entre les différentes personnes morales et les politiques publiques portées par chacune d'entre elles à destination de la population montpelliéraine. Le CCAS de Montpellier assure en effet sur le territoire de la ville centre un rôle important d'aide et d'accompagnement social qui interagit avec les actions menées par la municipalité et les politiques qui sont portées et seront développées par Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de logement, de politique de la ville, d'insertion par l'économique.

Un projet de convention constitutive, jointe à la présente, a été élaboré à cet effet.

Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation du marché.

En outre, c'est sa Commission d'Appel d'Offres qui attribuera le marché sur la base d'une analyse concertée entre les membres du groupement des candidatures et offres présentées par les entreprises.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement en suivra l'exécution pour la part le concernant.

Ce marché portera sur la communication institutionnelle. Il se composera de deux lots :

Lot 1 : communication de développement.

L'objectif est d'apporter aux territoires des membres du groupement, notamment dans le contexte de Métropolisation, une visibilité et une cohérence susceptibles d'en faire un pôle fort de rayonnement et d'attractivité à la fois au niveau local mais surtout national et international. La communication sur le développement des territoires doit se construire prioritairement à partir d'une vision extensive des six axes stratégiques de la métropole :

- Santé,
- Numérique,
- Transports/mobilité,
- Tourisme,
- Agro-écologie et alimentation,
- Culture, patrimoine et égalité des chances.

La communication axée sur le développement devra prendre en compte les grandes tendances d'évolution de la société : métropolisation, périurbanisation, vieillissement, solidarité, ...

Lot 2 : communication de proximité.

L'objectif est de conserver et de renforcer, dans le cadre des lignes directrices établies par le titulaire du lot 1, un lien fort avec les usagers et les habitants des territoires de la Ville de Montpellier, du CCAS de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La communication de proximité s'entend comme la communication des services proposés à la population : logement, eau, assainissement, écoles, solidarité, transport de proximité, propreté, sécurité...

Elle intègre également les enjeux de démocratie locale.

Son périmètre sera avant tout local.

Pour chacun des 2 lots la prestation portera sur la définition d'une stratégie de communication à la fois sur le long terme et pour des manifestations et projets dédiés, la rédaction, la conception voire l'animation de tous supports de communication (affiches, médias papiers, vidéo, internet...).

Le marché alloti prendra la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreinte.

Sa durée sera de un an, reconductible trois fois.

Pour les 2 lots Les besoins estimés de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole s sont chacun estimés à 600 000 euros H.T. annuel soit 2 400 000 euros H.T. sur la durée totale du marché chacun. Les besoins estimés du CCAS de Montpellier s'élèvent à 35 000 euros HT annuel

L'estimation globale des besoins du groupement commande s'élève donc à 1 235 000 HT annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'un groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale pour la passation d'un marché de communication institutionnelle ;
- D'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- D'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole du marché tel que décrit dans la présente délibération au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

26- Ecole maternelle Anne Frank - Désignation d'un nouveau représentant

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le Maire ou son représentant, ainsi qu'un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal, sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré de la commune.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné Mme Marie-Hélène SANTARELLI pour la représenter au sein du Conseil d'Ecole de l'école maternelle Anne Frank.

Madame SANTARELLI souhaitant être remplacée au sein de cette instance, il convient d'y désigner un nouveau représentant.

A été élu : Pascal KRZYZANSKI

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h20.

Numéro de la décision **Synthèse de la décision**

2014/0406	D'étendre la mission initiale confiée à l'agence A. Garcia-Diaz à l'étude de l'aménagement de l'avenue Augustin Fliche, au vu de la programmation d'un nouvel équipement universitaire, dans le cadre du marché ordinaire de prestation intellectuelle n°3C0346 833 1 « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la requalification et la création d'un espace public ». Le présent avenant s'élève à 19 560,00 € HT.
2014/0407	Marché de prestations de maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Montpellier attribué à la société SPIE pour un montant annuel de 62620.42 € HT
2014/0408	De conclure un marché avec l'entreprise Signaux Girod pour des travaux de signalisation verticale sur la ville pour un montant total compris entre 600 000 € et 2 000 000 € HT
2014/0412	D'attribuer le marché pour l'achat de fournitures hôtelières : <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 (achat de vaisselle traditionnelle) à la société PROEQUIP pour un montant total de commandes avec minimum de 20 000 € HT et sans maximum - lot n°2 (achat de vaisselle jetable) à la société FIRST DIPALCENPAC pour un montant total de commandes avec minimum de 40 000.00 € HT et sans maximum - lot n°3 (achat de barquettes gastronomes) à la société RESCASET CONCEPT pour un montant total de commandes avec minimum de 100 000.00 € HT et sans maximum . Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution allant de la notification du marché au 31 décembre 2015, pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
2014/0413	D'attribuer le marché pour l'achat de fourniture, entretien et maintenance des matériels de protection incendie à la société SLMI pour un montant total de commandes avec minimum de 100 000 € et sans maximum. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution allant de la date de notification au 31 décembre 2015, pour une durée maximale de reconduction de trois ans à compter de la date de notification.
2014/0414	D'attribuer le marché de service à bons de commande avec un minimum de 3 250,00 Euros H.T. et un maximum de 18 000,00 Euros H.T. sur une durée de 12 mois portant sur la médiation de proximité et urbaine à l'association de Médiation Pénale Montpelliéraine.
2014/0415	Passation d'un avenant n°1 au marché « Zoo de Lunaret – Zone technique : Mission de contrôleur technique L + S + HAND + LE + HYS » avec la société QUALICONSULT afin de lui confier des missions LP + Sei. Le montant de cet avenant s'élève à 3170 € HT.
2014/0416	Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2014, pour un montant de 2000 €.
2014/0417	D'approuver l'attribution du marché de service d'assurance dommages aux biens et risques annexes à la Compagnie SMACL.
2014/0418	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer au sommet économique "Santé" qui se tiendra au Corum le 2 décembre 2014 réunissant les acteurs économiques et institutionnels régionaux. La municipalité est désireuse de contribuer à favoriser les échanges et les coopérations entre les régions pour anticiper et faire face aux enjeux et mutations auxquels les entreprises et les collectivités auront à faire face, c'est pourquoi, à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ecopresse qui a présenté une offre économiquement avantageuse a été retenue, pour un montant de 15 000 € HT.
2014/0419	Marché relatif à l'achat de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires pour une durée d'un an reconductible trois fois. Marché composé de 17 lots faisant chacun l'objet d'un marché séparé.

	N° et nom d lot	Montant Mini H.T. en €/an	Montant Maxi H.T. en €/an	Nom du candidat retenu
	LLot 1 : Pâtisseries salées cuites fraîches	15 000,00	60 000,00	Pierre Clot/Alpes Frais
	LLot 2 : Pâtisseries salées cuites surgelées	32 000,00	128 000,00	ID Services
	LLot 3 : Pâtisseries sucrées cuites fraîches	12 000,00	48 000,00	ID Services
	LLot 4 : Pâtisseries sucrées cuites surgelées	15 000,00	60 000,00	Pomona Passion Froid
	LLot 5 : Charcuteries	20 000,00	80 000,00	Brake (Variante)
	6 Lot 6 : Viandes surgelées	40 000,00	160 000,00	Pomona Passion Froid (Variante)
	LLot 7 : Steaks hachés de bœuf cuits surgelés	28 000,00	112 000,00	Davigel
	LLot 8 : Viandes cuites sous vide basse température	60 000,00	240 000,00	Pomona Passion Froid
	LLot 9 : viandes fraîches sous vide	96 000,00	384 000,00	Pomona Passion Froid (Base)
	LLot10 : viandes fraîches de taureau sous vide	4 000,00	16 000,00	Pomona Passion Froid
	LLot 11 : Poissons surgelés	95 000,00	380 000,00	Pomona Passion Froid (Base)
	LLot 12 : Brandade de morue fraîche	7 500,00	30 000,00	Pomona Terrazur
	1Lot 13 : Pommes de terre stérilisées 5ème gamme	4 000,00	16 000,00	Brake
	LLot 14 : Légumes 4ème gamme	45 000,00	180 000,00	Pomona Terrazur

	LLot 15 : Légumes surgelés	55 750,00	223 000,00	Pomona Passion Froid
	LLot 16 : Légumes surgelés composés cuits	10 500,00	42 000,00	Brake
	LLot 17 : Produits déshydratés	12 000,00	48 000,00	Cap Traiteur (Base)
	TTOTAL estimation (année 1) HT €	551 750,00	2 207 000,00	
	TTOTAL estimation (sur la durée du marché) HT €	2 207 000,00	8 828 000,00	
2014/0420	De conclure un avenant au marché « Futur parking Nouveau Saint Roch » ayant pour but de modifier les conditions d'exécution de la dernière phase (Analyse et choix du futur prestataire en charge de la gestion du parking) d'un montant de 4050 € HT et de prolonger son délai d'exécution compte tenu de plusieurs modifications imprévisibles lors du lancement du marché.			
2014/0421	D'attribuer à la société PAGES - ODM le marché à bons de commande relatif au récolement et à la cartographie du réseau de régulation du trafic, pour un montant annuel minimum de 10 000 € HT et un montant annuel maximum de 80 000 € HT.			
2014/0422	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Société LE PETIT MERLE SNC			
2014/0423	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Marguerite CLEMENTE			
2014/0424	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. PAULET (RESTAURANT ART MANGO)			
2014/0425	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Céline GENTILHOMME			
2014/0426	D'exercer le droit de préemption, sur la propriété TISSOT située 5 rue de la Cavallade, cadastrée section SK 9p de 5.765 m², pour un montant de 1.580.000 € plus 60.000 € de commission d'agence.			
2014/0427	De confirmer notre adhésion aux organismes suivants : ADULLACT (4500 €) et Association Open Data France (800 €) pour l'année 2015.			
2014/0428	D'attribuer le marché fournitures de produits horticoles pour une durée de un an renouvelable 3 fois aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 "amendements et substrats horticoles" ARTERRIS pour un montant annuel maxi de 50 000 € HT - lot 2 "engrais et produits phytosanitaires" TOUCHAT pour un montant annuel maxi de 40 000 € HT - lot 3 "engrais et produits phytosanitaires pour terrains de sports" TOUCHAT pour un montant maxi de 30 000 € HT - lot 4 "produits phytosanitaires et fournitures diverses en production viticole" TOUCHAT pour un montant maxi de 40 000 € HT 			
2014/0429	Le Crédit Agricole demande la modification d'une condition non essentielle (délai notification Remboursement Anticipé Provisoire) de ses contrats de manière à les rendre éligibles à un dispositif de traitement mis en oeuvre par la Banque de France sous l'égide de la Banque Centrale Européenne. Cette modification a un impact mineur sur la gestion de la trésorerie et			

	ne remet pas en cause l'intérêt initial des contrats dont les caractéristiques essentielles sont maintenues.
2014/0430	La marge appliquée sur ce contrat de prêt, négocié lors de la crise de liquidité, est apparue élevée au regard des conditions financières actuelles de marché et de la qualité de signature de la ville. Une négociation a été entreprise avec le Crédit Agricole qui a accepté de la revoir à la baisse de 80 points (150 points de base au lieu de 230). La durée résiduelle de l'emprunt est ramenée de 27 ans à 20 ans. Cette nouvelle durée est conforme au plan d'amortissement technique des investissements financés par ce contrat et permet de réduire les intérêts payés au global par la Ville.
2014/0431	Conclusion d'un avenant n°1 au marché concernant le groupement d'entreprises EUROVIA MEDITERRANEE / RAZEL-BEC / SOGEA SUD / CITEOS TRAVESSET pour les travaux avenue du Professeur Blayac – Réaménagement en boulevard urbain.
2014/0433	D'attribuer le marché «Services de communications électroniques » à la société Orange pour un montant total maximum sur la durée du marché de 3 200 000 € HT pour le lot 1, SFR 960 000 € HT pour le lot 3, Orange 280 000 € HT pour le lot 4, et une durée de 2 ans tacitement reconductible une fois pour une durée identique.
2014/0434	De conclure un marché pour l'abonnement à une base de données juridiques en ligne et notamment l'accès aux publications des juristes, à destination des élus et agents des directions et services de la Ville de Montpellier avec la Société LEXIS NEXIS pour un montant de 17 653 € HT.
2014/0435	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI VALPARAISO
2014/0436	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GIRARDI Simone (SARL LAS RAMBLAS)
2014/0437	D'attribuer le marché "l'achat de matériel de sport" : <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 (petit matériel de sport) à la société CASAL SPOR pour un montant total de commandes sans minimum et sans maximum de 120 000 € HT - lot n°2 (gros matériel de sport) à la société CASAL SPORT pour un montant total de commandes sans minimum et sans maximum de 70 000.00 € HT - lot n°4 (matériel de traçage) à la société TEISSIER SPORT pour un montant total de commandes sans minimum et sans maximum de 6 000.00 € HT. - Aucune offre n'a été proposée concernant le lot n°3, il sera donc déclaré sans suite. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution initiale allant de la date de la notification du marché au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016 - 2017 - 2018).
2014/0438	Il s'agit d'autoriser la vente de 2 places amodiées pour un montant de 7 470 euros T.T.C. et pour une durée de 10 ans dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs.
2014/0439	De conclure un avenant n°2 du marché de Modernisation du système d'alerte crue d'un montant de 71644 € HT.
2014/0440	D'attribuer le marché "l'Achat de vêtements de Ville" à la société ESCASSUT pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique conclus avec un opérateur économique pour une durée de 6 mois à compter de la notification du marché.
2014/0442	Pour faciliter l'encaissement des recettes des loyers et des charges des Halles de la ville, il convient de créer une régie de recettes.
2014/0443	Reconduction, pour l'année 2014, de l'adhésion à l'association Clic Maill'âge, pour un montant de 59 870 €.
2014/0444	D'attribuer le marché "l'Achat de rayonnages et cloisons, dépôt ateliers municipaux GAROSUD, Direction Culture et Patrimoine" à la société GLIOZZO MANUTENTION pour un montant total de 28 875 € HT. C'est un marché unique dont la durée d'exécution se confond avec celle de l'exécution du bon de commande.
2014/0445	Par une décision n°2014/0092 du 20 mars 2014 le Marché pour la réalisation d'un diagnostic et la mise en place d'un Conventionnement avec FIPHP a été attribué au Cabinet Arthur Hunt Consulting. Aujourd'hui ce Cabinet a changé de raison sociale, la modification ne concernant pas la dénomination sociale qui demeure identique soit ARTHUR HUNT CONSULTING mais le numéro d'immatriculation au registre tel que précisé sur l'extrait Kbis annexé à la présente.

2014/0446	La ville souhaite remplacer dans son contrat de maintenance du logiciel droit de cités le module "traducteur majic III" par la prestation de reprise annuelle des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques par le prestataire la société OPERIS dans un souci de plus grande sécurité. Cette modification ne modifie pas le montant annuel du contrat de maintenance.
2014/0447	Décision rectificative abrogeant et remplaçant la décision n°2014/0339 suite à une erreur matérielle (erreur de frappe sur le n° de marché : AB0157 au lieu de 4B0157).
2014/0449	Marché public : scénographie, création graphique et maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015 à Madame Aurélie TORRE, pour un montant de 30500 € HT.
2014/0450	Résiliation du marché de fourniture de mâts d'éclairage public type tramway attribué à TECHNILUM pour motif d'intérêt général.
2014/0451	Signature du contrat de co-accueil avec l'association Montpellier Danse dans le cadre de la saison 2014-2015 du Théâtre Jean Vilar.
2014/0453	Attribution d'un second avenant au marché relatif à la mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier pour la préparation et la mise ne œuvre du PEDT d'un montant de 4 800 € HT.
2015/0001	<p>D'attribuer le marché "l'achat de matériel professionnel de cuisine et électroménager blanc et brun" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 à la société SOCAMEL Technologie pour un montant total de commandes de 30 000 € HT, - lot n°2 à la société SALAGER SERRA pour un montant total de 40 000.00 € HT, - lot n°3 à la société SALAGER SERRA pour un montant total de 30 000.00 € HT. - Le lot n°4 a été déclaré infructueux et sera relancé sous forme d'un marché négocié. <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant jusqu'au 31/12/2015 pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018).</p>
2015/0002	<p>D'attribuer le marché " l'achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage " :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 à la société LORANS pour un montant total de commandes de 135 000 € HT, - lot n°2 à la société BAURES pour un montant total de commandes de 90 000.00 € HT, - lot n°3 à la société GEA DELBAG pour un montant total de commandes de 20 000.00 € HT, - lot n°4 à la société AURETEC pour un montant total de commandes de 70 000.00 € HT, - lot n°5 à la société SOMAIR GERVAT pour un montant total de commandes de 70 000.00 € HT. - Le lot n°6 a été déclaré infructueux et sera relancé sous forme d'un marché négocié. <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant jusqu'au 31/12/2015 pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018).</p> <p>Ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-les -Maguelone, le CCAS de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention dudit groupement.</p>
2015/0003	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Nicole ALLEGRE située 16 rue Adam de Craponne, cadastrée section HW 688, pour un montant de 130.500 € plus 12.750 € de commission d'agence.
2015/0004	<p>Lors d'une patrouille de surveillance sur le cours Gambetta afin de dissuader l'installation de vendeurs à la sauvette, Mme BENDALI a été agressée verbalement et Mr CAYE a été agressé physiquement. Mr CAYE a subi un traumatisme du membre supérieur gauche sans ITT.</p> <p>Compte tenu de la mission d'ordre public confiée à Mme BENDALI et à Mr CAYE, et de la gravité des faits, Mr le Maire a décidé d'accorder à ces agents la Protection Fonctionnelle et d'autoriser l'avocat de la Ville à défendre leurs intérêts ainsi que ceux de la Ville, devant toute juridiction.</p>